



Interview de **Jean-Pierre Galland**, à propos de l'appel du 18 joint, pour la légalisation du cannabis.
REGARDS PAGE 2



L'**eau** est une ressource indispensable en voie de raréfaction. Nous devons mener campagne pour reconquérir ce bien commun.
NPARGUMENTS PAGES 6 et 7



Dans le *Capital*, Marx expliquait déjà que les **dettes publiques** étaient au cœur du capitalisme.
PARLONS-EN PAGE 10

TOU**T** est à nous!

17 JUIN 2010 | N°60 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

AUSTÉRITÉ/RETRAITES

LA RIGUEUR GÉNÉRALISÉE



Chaque jour qui passe, un nouveau plan d'austérité est annoncé dans un des pays de l'Union européenne (UE). À cette attaque coordonnée contre nos principaux acquis sociaux, il faut riposter à l'échelle européenne.



Sous la menace d'une baisse de la note des agences de notation concernant la capacité des États à rembourser leurs dettes, les gouvernements annoncent des coupes claires sans précédent dans les dépenses publiques. La chancelière allemande a présenté un plan d'économies de 80 milliards d'euros en quatre ans qui sert aussi à faire pression sur les autres États pour qu'ils suivent la même voie.

L'Espagne a adopté un plan d'économies budgétaires de 50 milliards d'euros d'ici fin 2013. Le gouvernement Berlusconi a annoncé 24 milliards sur la période 2011-2012. François Fillon suit le mouvement ce week-end en prônant 100 milliards de réduction du déficit public (50 milliards de réduction de dépenses et 50 milliards de nouvelles recettes) d'ici 2013. De l'Espagne à l'Irlande, de la Roumanie au Royaume-Uni, tous les pays entrent dans la même danse ma-

cabre. Il n'y a donc pas qu'une crise grecque comme annoncée par certains commentateurs, ni même un problème qui ne toucherait que les fameux PIGS - selon l'acronyme infamant utilisé par les marchés financiers pour cibler le Portugal, l'Irlande, la Grèce et l'Espagne - mais bien une crise financière et politique qui touche l'ensemble de l'Union Européenne (UE) et l'euro.

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3
LIRE AUSSI L'ÉDITO PAGE 2

16 POSTIERS

TRAÎNÉS AU TRIBUNAL

La direction de La Poste des Hauts-de-Seine a assigné seize postiers au tribunal, sous le prétexte fallacieux de séquestration. Il s'agit en fait d'écraser un mouvement syndical et salarial particulièrement actif, en grève depuis huit semaines contre les restructurations de l'entreprise. Déjà l'an dernier, la direction avait sanctionné des représentants syndicaux sous les mêmes prétextes. La lutte continue et les grévistes ont plus que jamais besoin de soutien pour défendre le service public postal et des conditions de travail dignes. **LIRE PAGE 5**

SANS-PAPIERS

VERS UNE VICTOIRE ?



Alors que les grévistes sans papiers occupent toujours le parvis de la Bastille, à Paris, une circulaire de régularisation est en passe d'être publiée le 18 juin. Cette circulaire, si elle est confirmée, pourrait être une grande avancée pour les grévistes après huit mois de lutte. **LIRE PAGE 5**

CHINE UNE GRÈVE QUI FERA DATE

Depuis le 17 mai, près de 1800 travailleurs de Honda Foshan ont cessé le travail pour réclamer des hausses de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail. 80% des employés sont des étudiants ne bénéficiant pas de la protection des lois sur le travail. Après deux semaines de grève, la direction a augmenté les salaires de 35% pour les ouvriers et de 70% pour les travailleurs étudiants. Cette victoire pourrait faire tâche d'huile dans un pays où les ouvriers sont surexploités. **LIRE PAGE 8**



édito

Par Christine Poupin

RETRAITES : PRÉPARONS LE 24 JUIN

Mise à mort de la retraite à 60 ans avec passage de l'âge légal à 62 ou 63 ans, allongement de la durée de cotisation, augmentation des cotisations des fonctionnaires, ce qui équivaut à une baisse de salaire, traitement individualisé de la pénibilité: le gouvernement a décidé de taper fort et sur tous les paramètres.

Alors pour la gauche, pour toute la gauche, syndicale ou politique, pour l'ensemble du mouvement social, ce n'est pas le moment de tergiverser. C'est le moment de jeter toutes nos forces dans la bataille, d'y aller toutes et tous ensemble, parce que c'est maintenant et sur ce terrain des retraites que se joue le rapport de forces entre une poignée de capitalistes et un gouvernement tout à son service d'un côté et l'immense majorité de la population qui refuse de travailler plus longtemps de l'autre.

Sans hésiter, il faut réussir la journée de grève et de manifestations du 24 juin. Le gouvernement doit recevoir immédiatement la réponse à son projet de loi. Elle doit être massive et catégorique. Sa réforme des retraites, c'est NON. Nous en exigeons le retrait pur et simple.

Les suites dépendent du succès du 24. Mais ce succès dépend aussi des suites. La motivation pour réussir le 24 sera d'autant plus forte que cette journée apparaîtra comme une première riposte inscrite dans un plan de mobilisation. Le prochain rendez-vous ne peut pas attendre mi ou fin septembre. Pour ne pas laisser retomber la pression nous avons besoin dès maintenant d'une stratégie pour construire une grève générale, un mouvement prolongé de blocage de l'économie. Cela ne se fait pas en un jour. Mais dans les entreprises, dans les syndicats, dans les collectifs unitaires, des équipes militantes se mobilisent et peuvent pendant tout l'été, être présentes partout, prendre des initiatives, comme les «lundis au soleil» prévus à Paris, pour maintenir et faire grandir un climat de mobilisation générale afin d'être prêts pour le débat parlementaire qui débutera le 7 septembre.

En 1999, grâce au travail des associations, on sent un changement, beaucoup moins idéologique et plus pragmatique, avec l'arrivée de Nicole Mastracci à la tête de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie. Ils ont sorti un petit bouquin, *Drogues : connaître plus, risquer moins*. La philosophie de ce petit fascicule était «qu'un monde sans drogue

enfants de trois ans» organise son 3^e colloque scientifique et de société: «*Les enfants au carré? Une prévention qui tourne pas rond!*» Prévention et éducation plutôt que prédiction et conditionnement. RV au Palais de la Mutualité. Infos et inscription sur le site: www.pasde0deconduite.org

19 JUIN, HOMMAGE À ALI ZIRI, ARGENTEUIL. Hommage à Ali Ziri et aux victimes de violences policières. 16h-19h: Film, *Ali Ziri, vie et mort d'un Chibani*. Débat avec Mouloud Aounit (Mrap), Matthieu Bonduelle (Syndicat de la magistrature), Erik Blondin (Syndicat Sud intérieur Police), Patrick Delouvin (Amnesty international)... 19h-23h: soirée artistique. RV salle Jean-Vilar, 9, bd Héloïse, Argenteuil.

20 JUIN, PALESTINE, PARIS. Après-midi festif d'informations et de soutien au Forum mondial de l'éducation en Palestine, organisé par la coordination française pour le FME. RV de 16 à 22 heures au CICP, 21 ter, rue Voltaire, Paris 11^e (M^o Voltaire).

22 JUIN, LOUISE-MICHEL, PARIS. Conférence débat: «*Les pensées critiques aujourd'hui*». Avec Razmig Keucheyan et Luc Boltanski. RV à 18h30 bar Le Lieu Dit, rue Sorbier, Paris 20^e (M^o Ménilmontant ou Gambetta).

22 JUIN, RETRAITES, ANGERS. Le Collectif angevin de défense des retraites organise une réunion publique, avec Frédéric Béatse (PS), David Cayla (économiste), Yves Dimicoli (PCF),

à noter

17 JUIN, RETRAITES, BESANÇON. Conférence-débat *La crise de la dette*, par Pascal Franchet (Attac). RV à 20h30, Faculté de lettres, Amphi Donzelot, rue Mégevand, Besançon.

18 JUIN, RÉUNION DÉBAT, RETRAITES, BRIOUDE. Avec Willy Pelletier, initiateur de l'appel «*faire entendre les exigences citoyennes sur les retraites*» et membre de la Fondation Copernic. À l'initiative du collectif unitaire brivadois de défense des retraites. RV à 20h30 à la Halle aux grains.

19 JUIN, IRAN, PARIS. Rassemblement contre le régime islamique iranien, à l'appel de la gauche iranienne. RV à 16 heures sur la place Saint-Michel, Paris 5^e.

19 JUIN, ENFANCE, PARIS. Le collectif «Pas de zéro de conduite pour les

enfants de trois ans» organise son 3^e colloque scientifique et de société: «*Les enfants au carré? Une prévention qui tourne pas rond!*» Prévention et éducation plutôt que prédiction et conditionnement. RV au Palais de la Mutualité. Infos et inscription sur le site: www.pasde0deconduite.org

23 JUIN, RASSEMBLEMENT, REIMS. Pique-nique de soutien pour le procès des quatre militants interpellés lors de la venue de Fillon et consorts au lycée Roosevelt de Reims, le 19 novembre 2009. RV devant la cour d'appel, 201, rue des Capucins (lire page 4).

24 JUIN, SOUFFRANCE AU TRAVAIL, PAU. Le NPA de Pau organise une conférence avec Pierre Baron, sociologue et spécialiste des questions de santé au travail, sur le thème de la souffrance au travail. RV à 20h30, salle 501 du Complexe de la République, Pau.

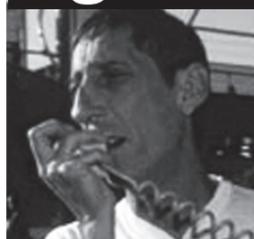
Christian Mahieux (Solidaires) et Alain Krivine (NPA). RV à 20 heures, Bourse du travail, salle Pelloutier, place Imbach, Angers.

23 JUIN, RASSEMBLEMENT, REIMS. Pique-nique de soutien pour le procès des quatre militants interpellés lors de la venue de Fillon et consorts au lycée Roosevelt de Reims, le 19 novembre 2009. RV devant la cour d'appel, 201, rue des Capucins (lire page 4).

24 JUIN, SOUFFRANCE AU TRAVAIL, PAU. Le NPA de Pau organise une conférence avec Pierre Baron, sociologue et spécialiste des questions de santé au travail, sur le thème de la souffrance au travail. RV à 20h30, salle 501 du Complexe de la République, Pau.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Jean-Pierre Galland (DR)

Propos recueillis par Antoine Boulangé et Miguel Segui

APPEL DU 18 JOINT 40 ANS DE PROHIBITION, ÇA SUFFIT!

Entretien avec Jean-Pierre Galland, président du Collectif d'information et de recherche cannabique (Circ).

C'est le 40^e anniversaire de la loi de 1970 qui a fixé le cadre de la politique antidrogue en France. Quelles sont les conséquences de cette politique répressive? À peine votée, la loi était pratiquement inapplicable. On laissait au magistrat le choix de «soigner» ou pas l'usager de drogue. Deux théories s'affrontaient: celle

du ministère de l'Intérieur qui était la répression et celle du ministère de la Santé pour qui le drogué est un malade. Les tenants de la répression l'ont emporté et on a longtemps négligé les gens qui avaient des problèmes avec les drogues. Les drogués ont vite réagi puisque l'appel du 18 joint date de 1976. Les usagers étaient déjà conscients que le cannabis était une des drogues les moins dangereuses parmi celles qui existent, légales ou illégales, et qu'on ne pouvait pas le considérer comme d'autres drogues, plus difficiles à gérer. Cette loi a fait partie d'une vague de lois après 1968 appelées «lois anticasseurs», qui ciblaient la jeunesse et les mouvements d'extrême gauche.

Les jeunes faisaient peur. On a créé une nouvelle classe, celle des toxicomanes. Cela a été mal vécu par les jeunes, la loi très dure n'a pas cessé de s'aggraver au fil des années.

En 1976, lorsqu'il y a eu un élan autour de l'appel du 18 joint, les gens ont réussi à se faire un peu entendre.

En 1978, une circulaire de Peyrefitte demandait que l'usager de drogue ne soit plus poursuivi mais qu'on lui fasse simplement un rappel à l'ordre. Puis en 1981, le socialisme est arrivé.

Tout le monde croyait qu'au moins l'usage de drogue serait dépénalisé. Or il ne s'est rien passé. Par contre, quand la droite est revenue au pouvoir en 1986, avec Chirac, comme à ses habitudes, elle a montré ses muscles.

Qu'est ce qui a changé au cours de ces 40 années?

En 1999, grâce au travail des associations, on sent un changement, beaucoup moins idéologique et plus pragmatique, avec l'arrivée de Nicole Mastracci à la tête de la mission interministérielle de lutte contre les drogues et la toxicomanie. Ils ont sorti un petit bouquin, *Drogues : connaître plus, risquer moins*. La philosophie de ce petit fascicule était «qu'un monde sans drogue

n'existe pas», ce qui était une véritable révolution. Quand ils y ont intégré l'alcool et le tabac, il y a eu des protestations. Les alcooliers ont aussitôt fait une pétition déclarant que l'alcool n'était pas une drogue mais un «alicament» (aliment-médicament)!

On est donc resté dans une situation absurde: la loi est très dure et pourtant la consommation du cannabis est devenue massive. En quoi la légalisation est-elle la seule solution sérieuse?

Sarkozy, aujourd'hui au pouvoir, est un des promoteurs du plan de prévention de la délinquance de 2005, renforçant la loi de 1970. La prohibition n'a fait que dynamiser le trafic et multiplier le nombre de consommateurs. On dépasse largement tous les pays européens en termes de consommation chez les jeunes. La répression en France est terrible: 110 000 interpellations, 6 000 incarcérations pour usage de drogue chaque année. On fume à tous les âges et dans toutes les classes sociales, mais on réprime toujours les mêmes, les jeunes des quartiers populaires. On ne réprime pas dans les quartiers chics alors qu'on y fume tout autant que dans les banlieues.

Comment la légalisation peut-elle être mise en œuvre?

Il faut impliquer les jeunes des banlieues en commençant par un travail d'éducation car ils n'ont pas envie. Actuellement, la drogue permet à certains de survivre. Les «cannabistrots» ne peuvent se monter sans eux. Il y a un petit frémissement, car les usagers en ont marre de se faire traquer. Les risques sur le permis de conduire les touchent beaucoup.

Les tests salivaires ne sont pas fiables, si on a fumé trois jours avant, on peut être contrôlé positif. Les gens se posent des questions sur la validité de la prohibition. Le cannabis est également utilisé de plus en plus pour un usage thérapeutique. La guerre qu'ils prétendent mener contre les cités, avec beaucoup de violence, ne peut qu'y mettre le feu. Il est temps de changer de politique. Le cannabis est un tout petit problème mais il fait partie d'un tout. Nous invitons donc tous ceux qui le souhaitent à venir crier leur colère le 18 juin. Ils faut que les premiers concernés, les fumeurs, sortent dans la rue.

Infos sur: www.circ-asso.net

AVIS À LA POPULATION!
ENTREZ EN RÉSISTANCE
POUR



APPEL DU 18 JOINT
PARTOUT EN FRANCE
VENDREDI 18 JUIN 2010
PLUS D'INFOS SUR WWW.CIRC-ASSO.NET

interview en version longue sur
www.npa2009.org



PCF ENTRE DIVERGENCES ET COMPROMIS

Le 35^e congrès du PCF qui s'ouvre vendredi est un « congrès d'étape » avant celui de juin 2011. Le PCF devra discuter de ses alliances tant avec le PS qu'avec ses alliés du Front de gauche, du fonctionnement du parti et de l'élection d'un nouveau secrétaire national.



Paris, le 10 juin. Jean Brafman, François Asensi et Patrick Braouezec commentant leur départ du PCF lors d'une conférence de presse. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB)

Le PC qui compte environ 80 000 adhérents dont 7 000 élus avait réussi, grâce à la création du Front de gauche, à enrayer son déclin électoral lors des Européennes et des Régionales, sans pour autant créer une quelconque dynamique. Mais cette façade unitaire lui a coûté très cher puisqu'il a perdu la moitié de ses conseillers régionaux. Cette perte a suscité un véritable tollé contre le Front de gauche dans la plupart des « sensibilités » existantes. Cela d'autant plus que c'est Jean-Luc Mélenchon qui est apparu comme le leader médiatique de ce Front, malgré ses 2 000 adhérents du PG, et que Christian Piquet et ses 200 militants de la Gauche unitaire ont quand même sept élus... Pour des raisons totalement opposées, la droite du parti regroupée derrière Robert Hue et Daniel Cirera ont lancé un appel de 200 militants critiquant ce Front qui remet en

cause le parti sans s'allier à toute la gauche, et les « orthodoxes » dirigés par le député André Gérin ont aligné 700 signatures dont celles de trois députés et d'une quinzaine de membres du CN sur un texte en défense d'un « parti piétiné et humilié ». C'est dans ce cadre quelque peu houleux que les « Communistes unitaires » emmenés par quelques députés dont Patrick Braouezec et 200 militants ont annoncé qu'ils quittaient définitivement le PCF. Parmi eux, beaucoup d'élus et quelques militants de Seine-Saint-Denis et des Bouches-du-Rhône. Ils reprochent au parti d'avoir une politique sectaire d'autoconservation de l'appareil et une conception étriquée d'un Front de gauche réduit à un cartel. Sensibles au mouvement de masse, ils ne se prononcent pas sur les problèmes stratégiques qui fâchent et centrent leur critique sur la forme de parti qu'ils jugent complètement dépassée. Leur ambition est de développer la

Fase... Dans ce débat où personne, vu les traditions et l'éducation, ne remet en cause la perspective d'aller au pouvoir par une majorité électorale dans les institutions, Pierre Laurent propose une réponse claire sur le fond mais embellie dans son expression : refus de « figer la division de la gauche et de structurer un parti de l'autre gauche », construction d'un Front de gauche élargi en un « nouveau Front populaire » qui pousserait encore plus loin à gauche les efforts de Martine Aubry pour aller vers « une nouvelle majorité politique de changement ». Cela dit, l'avenir du Front de gauche n'est pas garanti et pas pour des raisons de fond. En effet, Mélenchon tient absolument à être candidat, ce que le PCF refuse pour le moment, et il se bat pour une transformation du Front de gauche en un Die Linke avec adhésions individuelles. Le futur secrétaire général, Pierre Laurent, a refusé les adhésions individuelles sauf à une

association bidon, les « Partisans du Front de gauche », et la création d'un nouveau parti, et il propose pour la présidentielle « un candidat PCF ou un candidat de rassemblement avec le Front de gauche » ou « nouveauté ô combien significative - « la participation au processus des primaires lancé par le PS ». Pierre Laurent gagnera le congrès car sa politique donne du grain à moudre à tout le monde sans offrir une stratégie alternative qu'aucun courant ne réclame. Les problèmes internes au Front de gauche ne nous concernent pas mais, en revanche, nous devons être partie prenante, voire organisateurs de tous les débats programmatiques et stratégiques esquivés à ce congrès et, au-delà de nos divergences, aider à construire partout des fronts unitaires d'action contre la droite, notre ennemi commun.

Alain Krivine

AUSTÉRITÉ

SUITE DE LA PAGE 1

S'ils sont appliqués, ces plans d'austérité auront des effets sociaux et politiques dévastateurs : diminution ou blocage des salaires des fonctionnaires, baisses massives dans les dépenses publiques comme par exemple l'Éducation. Elles se traduiront par une baisse du pouvoir d'achat, une augmentation du chômage, une réduction accentuée du périmètre d'intervention des services publics ou de nouveaux reculs dans le remboursement des soins. D'ores et déjà les plans grecs et roumains sont sans précédent dans leur coût social depuis la dépression économique des années 1930.

Ces nouvelles purges démultiplient le mouvement de démantèlement de l'« État social » entamé depuis près de 30 ans. Désormais, c'est le cœur des acquis sociaux du xx^e siècle, comme le système de retraites, qui est dans le collimateur du capitalisme. Parce que la population ne doit pas payer une crise et une dette qui ne sont pas les siennes, l'urgence est à la mobilisation générale pour bloquer ces plans, en convergence dans l'UE et dans chaque pays.

Fin 2008, les bonimenteurs qui nous gouvernent avaient annoncé la fin du capitalisme sauvage, des marchés tout-puissants, des déréglementations qui avaient permis l'éclatement de la crise bancaire et financière. Dans un discours à Toulon, Sarkozy s'était particulièrement illustré dans cet exercice visant à annoncer « que tout change pour que rien ne change ». Un an et demi après, les marchés sauvés par l'intervention massive des États font de nouveau la loi et dictent à leurs « sauveurs » leur politique économique. Ayant accentué leurs dettes pour sauver les banques, les États sont désormais contraints de se désendetter. Les structures libérales qui permettent, par la libre circulation des capitaux dans l'UE et dans le marché mondial, la mise en concurrence des systèmes sociaux et fiscaux sont toujours en place.

Le modèle basé sur une généralisation de la concurrence est en crise. La monnaie, construite sur seize États aux politiques et aux réalités économiques divergentes également. Face au déplacement du centre de gravité du capitalisme vers l'Asie, la montée des pays émergents, l'UE apparaît comme le maillon faible des centres du monde capitaliste. Le rôle dévolu aujourd'hui au FMI en Europe, alors qu'il sévissait auparavant essentiellement dans le tiers monde, est révélateur de la crise. Le choix est assumé de résoudre cette crise par un nivellement brutal des populations européennes aux niveaux sociaux du marché mondial. Dit autrement, il s'agit de démanteler les acquis des travailleurs accumulés depuis des décennies de luttes du mouvement ouvrier, pour pouvoir les aligner sur ceux des autres pôles du monde capitaliste.

On le voit, il s'agit d'un choix lourd de conséquences qui implique de comprendre les enjeux de la crise afin d'organiser à l'échelle européenne la résistance et la construction d'une alternative anticapitaliste et antiproduktiviste socialiste.

Pierre-François Grond

et aussi

GRÈVE À PÔLE EMPLOI. Suivie à 25%, la grève nationale du 8 juin à Pôle emploi a été soutenue par les collectifs de chômeurs en grève (voir *Tout est à nous!* n°59). La fusion ANPE-Assedic est une galère pour les salariés (sous-effectifs, manque de moyens...) et pour les chômeurs (éloignement des agences dues à des fermetures, désorganisation des services, retard de traitement pour les allocations). Dernier bug en date, la suspension du déploiement d'un système informatique baptisé Neptune, mis en place avant d'être opérationnel... Nouveauté : le « Plan rebond » est destiné à 360 000 chômeurs en fin de droits à qui Pôle emploi est censé proposer une formation, un contrat aidé ou une allocation de 460 euros. L'asphyxie du service public continue dans les intérêts d'organismes privés de tous genres (un projet de loi prévoit la libéralisation totale du secteur du placement).

VON ROLL EN GRÈVE. Depuis le 8 juin, l'usine Von Roll Isola est en grève pour les salaires. Cette entreprise suisse travaille pour Alstom

et General Electric, entreprises situées à Belfort. Lors des négociations annuelles, l'an passé, la direction avait gelé les salaires, invoquant des baisses de commandes. Elle avait également procédé à des suppressions de postes, ce qui n'avait pas empêché de doubler les dividendes des actionnaires par rapport à 2008. Mais depuis le premier trimestre 2010, l'activité a repris. Les travailleurs exigent donc une augmentation de 70 euros, au vu des résultats. La direction n'ayant pas répondu, la grève se poursuit. À suivre...

ASSOCIATIONS FAMILIALES EN CROISADE. Lundi 14 juin, le tribunal de Nantes a rejeté le recours de la très réac' Confédération nationale des associations familiales catholiques (CNAFC), qui demandait que les textes des chansons présentées au festival « métal » Hellfest de Clisson (Loire-Atlantique) des 18, 19 et 20 juin, soient communiqués car « certains textes peuvent inciter à la violence raciale, relever de l'injure raciale, constituer des provocations au suicide ou diffuser un message violent accessible à

un mineur. » Il lui offre quand même une petite victoire, en précisant que l'entrée du festival doit être interdite aux mineurs non accompagnés. À quand le contrôle d'identité à l'entrée des concerts ?

VALÉO : LA DIRECTION REFUSE TOUTE NÉGOCIATION. La délégation de syndicalistes coréens de Valéo a rencontré le syndicat CGT de PSA Sochaux, le 8 juin. Soutien important puisqu'un accord international du groupe PSA précise que les droits fondamentaux, notamment l'information et la consultation des salariés, doivent s'appliquer à l'ensemble des entreprises du groupe dans le monde, sous-traitants compris. En France, pour la troisième fois depuis le mois de novembre, les salariés tentent toujours d'obtenir l'ouverture de négociations après la fermeture brutale du site en octobre 2009. Soutenus par l'ensemble des syndicats du groupe, les représentants du Korean Metal Workers Union espèrent être reçus le 16 ou 17 juin pour la réunion du Comité de groupe européen.



URALCHEM PAS D'ENGRAIS À DIEPPE!

Le NPA prend position contre l'implantation d'une usine d'engrais à Dieppe (Seine-Maritime).

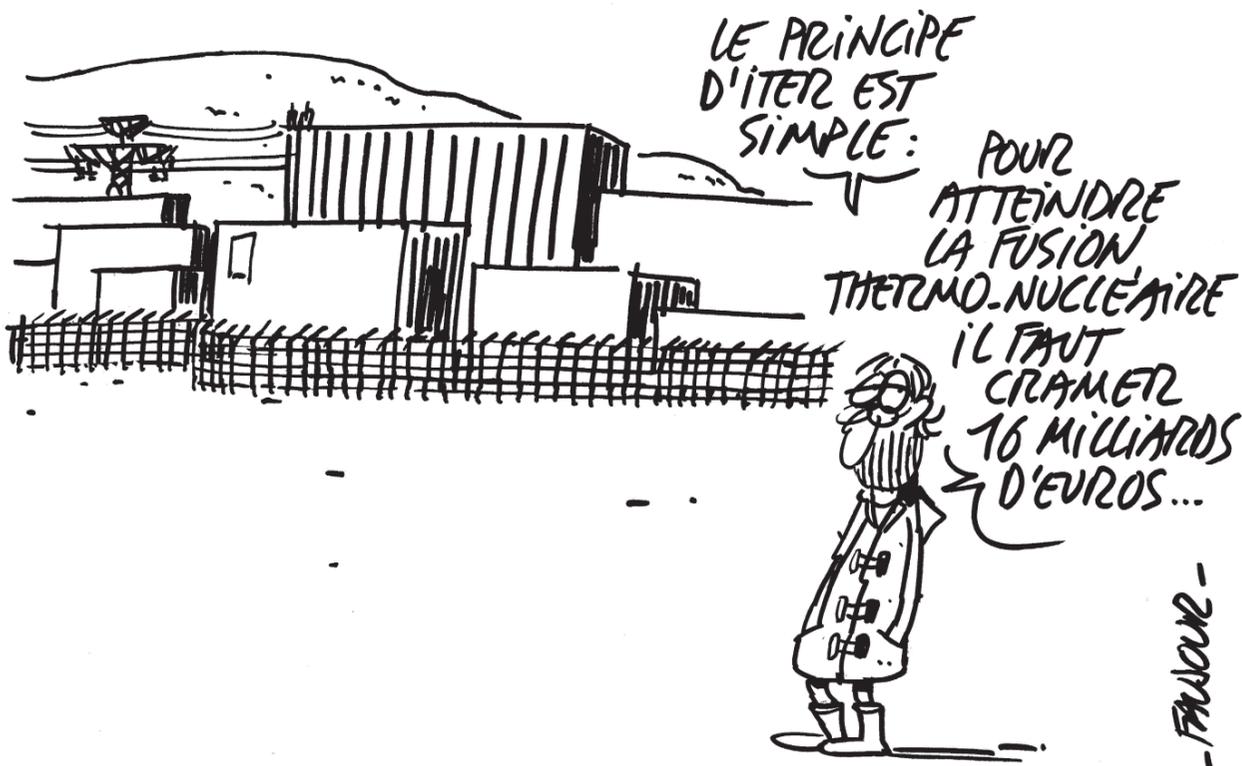
À DIEPPE, un dossier fait les gros titres de la presse locale et régionale depuis des mois : Uralchem. Sébastien Jumel, maire PCF de Dieppe (Seine-Maritime), a autorisé l'implantation dans le port d'un site de production d'engrais liquide de ce holding russe. Défendant l'emploi, le comité NPA de Dieppe a donc eu un a priori positif. Néanmoins, se battant également contre la précarité, les salaires et les conditions de travail, il a voulu en savoir plus sur ces créations d'emplois. Pendant ce temps, une forte mobilisation locale contre le projet s'est rassemblée dans le collectif «Uralchem Non merci». Le NPA n'y participe pas considérant qu'il est inutile de s'associer avec ceux qui dans le collectif ont une position *Nimby*¹. Il a donc fallu éplucher rapports et études pour en savoir plus sur le projet. Quel impact de la production d'engrais sur ce site? Combien d'emplois créés? Y aura-t-il du personnel de secours qualifié et équipé pour les risques? La situation sociale dramatique dans la région dieppoise justifie-t-elle de mettre en péril la santé de la population? Comment répondre aux risques et aux pollutions quand les lits d'hôpitaux diminuent et le personnel de santé est précarisé? Quel impact sur l'une des richesses de la ville : le poisson?

Les réponses à ces questions ont vite rendu le projet inacceptable. Et, à l'instar de ce qu'il prône dans sa lutte contre les futurs réacteurs EPR à la centrale nucléaire de Penly, le NPA prend position contre la création d'un tel site, ni à Dieppe ni ailleurs! Il faut refuser Uralchem, non pas à cause de la nationalité de ses patrons ni par calcul politicien. Mais parce que les risques ne s'arrêtent pas à la vingtaine de salariés ou à la population dieppoise, ils existent aussi au niveau des transports et des agriculteurs. Le développement de l'usage de ce type d'engrais (qui est de mauvaise qualité) ne signifie rien d'autre que continuer de dégrader l'agriculture et l'alimentation au profit des industriels et des multinationales. Plus généralement, dans les entreprises à risques, seule la lutte commune des salariés et des riverains, des syndicats et des associations, peuvent imposer les mesures garantissant la sécurité et la santé des salariés et des populations et la préservation de l'environnement.

Le NPA prône l'interdiction des licenciements, ce qui ne veut pas dire la défense de toutes les productions. Certaines ne correspondent à aucun besoin social ou sont dangereuses, elles doivent être arrêtées, mais ni les salariés ni les collectivités de travail ne doivent en faire les frais. Interdire les licenciements, garantir le maintien des emplois, peut au contraire permettre d'envisager sereinement des modifications de production protégeant les salariés, l'ensemble de la population et l'environnement.

Marco Strajka, Christine Poupin et Irène Juin

1. Not in my Backyard = pas dans mon jardin.



NUCLÉAIRE TRÈS CHER ITER

Le projet de réacteur nucléaire Iter est une aberration sur bien des plans : financier, politique, environnemental et social.

« Les coûts des projets industriels en général et nucléaires en particulier sont toujours sous-évalués pour une meilleure acceptabilité sociale. » Cette remarque d'un spécialiste a rarement été aussi vraie que pour Iter, le projet de réacteur expérimental sur la fusion nucléaire implanté à Cadarache. Les coûts ont déjà triplé, passant de 5,9 milliards à 16 milliards rien que pour la construction, alors que les travaux du bâtiment central n'ont même pas commencé. Qui va payer? Il s'agit d'un projet international entre sept parties : Chine, Corée du Sud, Inde, Japon, Russie, USA, Union européenne. L'Union européenne – avec la Suisse – doit fournir 45% du budget. La France supporte 20% de la contribution européenne. Il faudrait pour sauver le projet multiplier toutes les contributions par trois! Difficile en ces temps d'austérité. D'autant

plus difficile que sur le chemin de la fusion ces États ont deux fers au feu : le projet Iter qui repose sur la fusion magnétique et le projet Hiper qui, lui, utilise le laser. Or cette seconde méthode est beaucoup moins coûteuse et vient de donner des résultats prometteurs. Le 17 juin, les représentants de toutes les parties vont se retrouver en Chine. Les USA ont déjà annoncé leur intention de réduire leur contribution de 40% en 2011 et les États européens ne se sont toujours pas mis d'accord pour trouver les fonds supplémentaires. La France propose de piocher dans d'autres projets, sans doute au détriment des énergies renouvelables. Iter a échappé au domaine de la recherche scientifique pour devenir, dans les mains du pouvoir politique, un mythe productiviste, celui d'une énergie illimitée à bas prix. Un mythe qui rapporte gros aux patrons des entreprises qui remportent les contrats.

La cruelle réalité, c'est qu'Iter consommera énormément d'énergie pour un prix exorbitant. Rattrapé par la crise économique, le projet est d'abord une aberration écologique, typique d'une société qui exploite les travailleurs et détruit l'environnement au seul bénéfice d'une poignée de profiteurs. Arrêtons les dégâts. Dégâts sur l'environnement, avec une autoroute XXL balafrant le sud du Lubéron pour acheminer les matériaux; une ligne très haute tension (THT) dédiée au fonctionnement du réacteur; la déforestation du site; une captation des eaux de la Durance dans une région souffrant de sécheresse récurrente. Dégâts sociaux, avec une pression foncière énorme mais pas ou peu de création d'emplois, sinon par délocalisation et à quel prix! Car Iter constitue une enclave dans le droit du travail. Du fait de son statut, la direction d'Iter Organisation veut appliquer uniquement les direc-

tives de l'Organisation internationale du travail. Ces directives n'ont rien à voir avec un vrai code du travail ni avec une convention collective. Aujourd'hui, lorsqu'un chercheur salarié d'Iter Organisation a du retard dans ses travaux, la direction le «punit» en lui supprimant ses congés. Demain, les milliers de travailleurs du site pourraient être soumis au même arbitraire. Aux régionales, la liste présentée par le NPA et les Alternatifs s'est clairement prononcée pour l'arrêt du projet. Une tribune libre de Michèle Rivas dans *l'Humanité* en arrive à la même conclusion, alors que le PCF s'enferme dans un soutien de moins en moins justifiable. Maintenant, c'est aux victimes de ce projet démesuré de se faire entendre. Le NPA fera tout pour qu'une large mobilisation mette fin à la casse sociale et écologique. Celia Fine et Jean-Louis Marchetti

et aussi

LYCÉENS RÉPRIMÉS. Le 23 juin aura lieu le procès en appel de quatre jeunes militants condamnés à des peines de trois à quatre mois de prison avec sursis à la suite du rassemblement du 19 novembre au lycée Roosevelt de Reims. Plus de 200 jeunes s'étaient rassemblés pour protester contre la visite de Fillon, Chatel et Péresse venus promouvoir leur politique en matière d'éducation (réforme Chatel, individualisation des parcours...). Comme les lycéens de Levallois ou de Dijon quelques jours avant, les manifestants ont été violemment réprimés. Les journalistes tenus à l'écart, les flics ont chargé le cortège sans même les sommations d'usage. Au cours de cette charge, douze jeunes ont été interpellés et neuf d'entre eux ont passé 24 heures en garde à vue. À leur sortie, les quatre majeurs ont été contraints d'accepter la comparution immédiate sans préparation sérieuse de leur défense. Afin d'obtenir leur relaxe et de dénoncer cette répression intolérable qui vise à faire taire la contestation sociale, le comité

de soutien appelle au rassemblement devant la cour d'appel de Reims mercredi 23 juin à 12 heures. Chèques à envoyer au Cri du peuple, 67, avenue Jean Jaurès, 51100 Reims.

M-REAL, L'AMERTUME. Départ à 55 ans avec maintien du salaire, douze mois de congé de reclassement, 30000 euros de prime de départ pour les moins de 55 ans... La lutte a payé chez M-real à Alizay (Eure), mais les 99 licenciements auront bien lieu et la pérennité du site n'est pas garantie. Début juin, M-real était assigné en référé pour geler le plan de licenciements, afin de laisser du temps aux discussions avec Arjo Wiggins, repreneur potentiel (voir *Tout est à nous!* n°54). La direction a alors annoncé l'arrêt définitif des tractations avec le groupe, pourtant toujours intéressé. Ainsi, bien que les experts aient démontré la rentabilité du site et que la filière papetière manque de pâte à papier, «la liberté de l'entreprise» dicit la préfète, l'a emporté sur le bon sens social,

environnemental et économique. Un gâchis scandaleux devant lequel éclate l'incapacité de peser sur la situation du ministre Bruno Le Maire et du Conseil régional.

SANS-PAPIERS EN MARCHÉ. Samedi 12 juin, la coordination sans papiers 93 appelait à une marche de Saint-Denis à Bobigny. Au départ de Saint-Denis, une centaine de marcheurs ont été rejoints par des collectifs à Aubervilliers, Pantin, La Courneuve et surtout par une importante délégation du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers de la rue Baudelique. Au final, 500 personnes se sont retrouvées devant la préfecture de Bobigny, haut-lieu de galères pour les étrangers de Saine-Saint-Denis qui attendent des heures dans des conditions effroyables pour demander le renouvellement ou la délivrance d'un titre de séjour. Le succès de cette journée constitue un véritable point d'appui face à la préfecture pour la défense des droits des résidents étrangers.



et aussi



CHÉRÈQUE MIEUX QUE THIBAUT. Avec un rapport d'activité approuvé par 86,6% des voix et une élection avec 95,3%, François Chérèque a fait mieux que le secrétaire général de la CGT lors du congrès de la CFDT qui s'est clos vendredi dernier. Malgré une fermeté apparente sur le droit de partir à 60 ans bruyamment soutenu par les congressistes, la direction fédérale a fait passer l'idée de l'acceptation d'une augmentation du nombre d'années de cotisation sous conditions de concessions du gouvernement sur la pénibilité et les carrières longues. Double langage qui ne fait pas l'unanimité dans la direction, mais qui devrait permettre à la CFDT de ne pas connaître un affaiblissement comparable à celui de 2003 qui avait vu des dizaines de milliers de militants partir après le lâchage de la mobilisation. Porte entrouverte pour le gouvernement qui pourrait cependant ne pas la pousser, fort de l'insuffisance de la mobilisation. Malgré tout, les congressistes ont imposé un durcissement des positionnements sur les effectifs de la fonction publique et l'ouverture des droits des précaires. Là aussi la sauvegarde des effectifs et de l'audience de la centrale a pesé dans le sens d'une radicalisation du discours. Dans tous les cas, la mobilisation reste à construire.

ENTRE ÉTOILE ET MINISTÈRES! Après la gare Montparnasse le 18 mai, les infirmierEs anesthésistes ont envahi, mardi 8 juin, la place de l'Étoile et l'Arc de triomphe, puis ont défilé jusqu'au ministère de la Santé où ils ont été reçus par les CRS (avec gaz irritants et matraques). Une délégation composée des représentants de SUD, de la CGT, et des collectifs infirmiers anesthésistes a été reçue par des sous-fifres de Bachelot (jamais par la ministre). N'ayant rien obtenu, les manifestants ont voulu se rendre à l'Assemblée nationale pour une hypothétique rencontre avec leur ministre de tutelle. Empêchés par la police, ils ont été déviés imprudemment vers le quai d'Orsay qu'ils ont investi. Après une courte tractation avec Kouchner (un ancien médecin), celui-ci a appelé le cabinet de François Fillon. La journée s'est terminée à Matignon où la délégation a été reçue par le conseiller social du Premier ministre qui leur a promis l'ouverture des négociations qu'ils demandaient depuis le mois de mars et le début de leur grève. Ils réclament la reconnaissance de leur diplôme au niveau master, l'exclusivité de fonction et la reconnaissance de la pénibilité de leurs conditions de travail.

LA POSTE SEIZE POSTIERS TRAINÉS AU TRIBUNAL!

Alors que les postiers des Hauts-de-Seine entament leur huitième semaine de grève, la direction de La Poste assigne seize d'entre eux au tribunal, en les accusant de séquestration.

LA DIRECTION

de La Poste des Hauts-de-Seine accuse des postiers (dont Olivier Besancenot) et des représentants CGT et SUD de séquestration... alors que c'est elle qui s'est enfermée dans sa tour d'ivoire! Devant ce refus de négocier, le 10 mai, les grévistes se sont invités dans les bâtiments de la direction départementale et, par leur nombre et leur détermination, ont obligé la direction à leur accorder un rendez-vous. Face au développement de la grève, celle-ci a cherché à se venger en montant ces accusations de toutes pièces. L'an dernier déjà, elle avait accusé les grévistes de bloquer les centres, alors que c'est elle qui les barricadait pour les empêcher de s'adresser à leurs collègues.

Ces poursuites s'ajoutent à un climat déjà très tendu: Gaël Quirante, représentant syndical SUD, est passé en entretien préalable le 14 juin, et la direction est prête à faire appel au ministre du Travail pour autoriser son licenciement! Bertrand Lucas et Yann Lemerrer, également syndicalistes à SUD, sont eux aussi menacés de licenciement.

La grève n'était pourtant partie que d'un centre (Châtillon) sur une revendication minimaliste: repousser de trois semaines la réorganisation de l'entreprise. En refusant le dialogue, la direction a poussé le conflit à s'étendre à Clamart et Asnières puis à La Défense et Bois-Colombes, menacés par des suppressions de postes et une dégradation des conditions de travail. Alors que le conflit s'ancre dans la durée, un rapport de la médecine de prévention de La Poste a été divulgué. Il dénonce les conditions de travail dans la plus grosse entreprise de France. Les conclusions sont cinglantes: les suicides, les maladies professionnelles, les accidents du travail se multiplient. Ainsi, La Poste crée des «inaptés physiques et psychologiques».

Le rapport incrimine «les réorganisations rapides et successives». C'est exactement ce contre quoi se battent les grévistes. Mais la direction de La Poste, face à des grèves importantes dans les Hauts-de-Seine qui ont permis au département d'être le moins touché par les réorganisations, cherche à écraser une équipe militante en pointe contre le rouleau compresseur qui broie les salariés de La Poste mais aussi de France Télécom et d'ailleurs. Elle saisit également l'occasion pour s'attaquer au NPA en accusant «Olivier Besancenot et ses amis» de substituer aux revendications syndicales des revendications politiques. Une autre façon de chercher à décrédibiliser le mouvement. Nous devons toutes et tous réagir. Face au durcissement de la direction, les grévistes tentent d'étendre la grève, comme à Bois-Colombes et à La Défense. Les grévistes ne lâcheront pas non plus face aux sanctions. Le rassemblement organisé à l'occasion de l'entretien préalable de Gaël Quirante a rassemblé près de 200 personnes devant la direction départementale. Pour que la démonstration soit faite que la résistance est possible face aux réorganisations, les grévistes ont besoin de tout notre soutien!

Xavier Guessou et Marie Leroi

Olivier Besancenot et les quinze autres postiers passeront au tribunal de Nanterre le 28 juin.

Le samedi 19 juin, les postiers organisent une fête de soutien à la grève (voir lieu et heures sur www.npa2009.org). Pour le soutien financier, envoyez des chèques à SUD Poste 92, 51, rue Jean-Bonal 92250 La Garenne-Colombes (ordre: SUD Poste 92, mention «Solidarité grévistes 92» au dos).



Paris, Opéra Bastille. Les travailleurs sans papiers occupent le parvis de l'opéra depuis le 27 mai. (PHOTOTHÈQUE ROUGE/MILO)

SANS-PAPIERS VERS UNE VICTOIRE ?

Un texte précisant les critères de régularisation des travailleurs sans papiers devrait être publié le 18 juin. Il pourrait conduire à une issue positive.



Depuis le 27 mai, les travailleurs sans papiers en grève ont occupé les marches, puis l'esplanade devant l'opéra Bastille. Des centaines de grévistes se relaient jour et nuit. Militants, personnalités politiques et du monde du spectacle viennent chaque jour apporter leur soutien. Après huit mois d'une grève commencée le 12 octobre 2009, les sans-papiers qui jusque-là occupaient divers lieux (locaux de leur entreprise, agences d'intérim, chantiers, etc.), dont ils ont été peu à peu expulsés, se rassemblent donc en un même lieu, rapidement appelé «pique-les piquets». Les organisations qui dirigent ce mouvement, rassemblées au sein d'un «groupe des onze» comprenant syndicats et associations, se sont orientées vers une démarche commune: elles ont convaincu un certain nombre de responsables patronaux de demander ensemble la régularisation des

travailleurs sans papiers. Cette démarche, qui a pu sembler incongrue à certains militants, d'autant plus que le nombre de signataires patronaux fut assez modeste, paraît tout de même aujourd'hui porter ses fruits. D'après le compte rendu fait par les négociateurs, les contacts du groupe des onze avec les ministères de l'Immigration et du Travail sont en passe d'aboutir à un texte qui devrait être publié le 18 juin. Il précisera les conditions dans lesquelles les travailleurs sans papiers pourront être régularisés. Nous ne sommes certes pas dans le cadre d'une régularisation de l'ensemble des sans-papiers, mais la lutte et la détermination de plus de 6000 d'entre eux durant huit mois pourraient permettre d'arracher de nombreuses régularisations. À la veille de la publication de ce texte, examinons les enjeux. La première des questions est de savoir quel sera le statut de ce texte. S'il est opposable (type circulaire),

cela créera du droit pour tous et sur l'ensemble du territoire. Chacun, s'il remplit un certain nombre de critères, pourra bénéficier de ce dispositif de régularisation et pas seulement ceux présents sur une liste ou défendus par telle ou telle organisation syndicale. Il est également primordial de savoir combien de temps le texte restera en vigueur et, par conséquent, combien de travailleurs pourront déposer une demande. En effet, en 1997, lors de la publication de la circulaire Chevènement, les sans-papiers ne disposaient que de quatre mois pour déposer leurs dossiers. Les conditions de régularisation «favorables» contenues dans cette circulaire disparaissaient après ce délai. Combien de temps faut-il avoir travaillé au cours des dernières années pour entrer dans cette procédure? L'enjeu n'est pas mince car bien souvent les travailleurs concernés sont utilisés comme une variable d'ajustement par les employeurs et il leur est diffi-

cile de travailler de façon continue. Si, comme les premiers échos l'indiquent, le fait d'avoir travaillé 12 mois au cours des 24 derniers mois était retenu comme critère, et que les 8 mois de grève étaient comptabilisés comme mois de travail, cela permettrait d'inclure un grand nombre de ces travailleurs. Les mesures concernant les intérimaires semblent aller dans le même sens. D'autres questions restent en suspens: comment les travailleurs et travailleuses à temps partiel ou au noir seront-ils traités? Aujourd'hui, la détermination des grévistes et les mobilisations autour d'eux permettent d'envisager une issue positive à ces négociations et peut-être, osons le mot, une victoire. Les grévistes appellent plus que jamais à soutenir leur mouvement place de la Bastille, place qui pourrait bien avoir un air de fête dans quelques jours.

Pierre Baton

L'EAU, UN BIEN COMMUN

L'EAU, bien vital, est une ressource qui se raréfie partout sur la planète. Le manque d'eau ou l'eau non potable sont responsables de la mort de 1,6 million de personnes à travers le monde chaque année selon l'OMS. L'eau est devenue l'or bleu et la communauté scientifique envisage la possibilité que des guerres pour le contrôler éclatent au cours du XXI^e siècle, comme c'est le cas pour le pétrole aujourd'hui. L'agriculture est la plus grande consommatrice du précieux liquide et le choix d'une agriculture non vivrière, mais dégageant une forte valeur ajoutée, affame bien des peuples. Et comme une double peine, elle appauvrit cette ressource sans laquelle il ne peut y avoir de vie.

L'eau n'est pas seulement une richesse pillée, c'est aussi le premier bien commun à avoir été transformé en marchandise. Cette marchandisation trouve son origine en France qui, dès le XIX^e siècle, à Paris avec la Compagnie générale des eaux (Véolia Eau), fonde le système de partenariat public-privé étendu aujourd'hui à d'autres services publics.

À l'inverse de bien des luttes défensives sur la question des biens communs comme celles pour la poste, EDF et tant d'autres, de nombreuses luttes en France comme partout ailleurs sur la planète, sont à l'offensive et parviennent à arracher des victoires. En Bolivie, en Argentine comme en France, à Cherbourg ou en banlieue parisienne, la mobilisation de la population a réussi à préserver cette ressource des convoitises de quelques multinationales qui, dans la plupart des cas, arbore le pavillon tricolore.

UNE AGRICULTURE PRODUCTIVISTE QUI PILLE ET POLLUE

Dans la plupart des pays, la part de l'agriculture dans la consommation des ressources en eau est de 90%. Cela est principalement dû à la place de plus en plus importante prise par l'irrigation. Les surfaces irriguées ont triplé en cinquante ans, sans pour autant enrayer la faim. Elles ont en revanche augmenté le rendement et facilité les cultures à forte valeur ajoutée, encouragées par les subventions ou par le prix fixé par les marchés. Ces cultures mal adaptées à l'écosystème, du fait de leurs besoins en eau et en engrais azotés, épuisent et polluent les nappes phréatiques. La Politique agricole commune (PAC) européenne les a encouragées : le maïs, par exemple, très gourmand en eau, en engrais et en pesticides, donne droit à 457 euros de subvention par hectare cultivé, contre seulement 76 euros pour son maintien en prairie. L'eau de ruissellement ne pouvant suffire à l'expansion de ce type de culture, il a fallu chercher l'eau en profondeur, c'est-à-dire dans les nappes phréatiques, jusqu'à épuisement de certaines d'entre elles. Cette eau n'est quasiment jamais payée. Seuls 20% des captages sont facturés, alors que l'agriculture consomme 70% des ressources en France. Ainsi, les agriculteurs échappent au financement des agences de l'eau uniquement

acquitté par le citoyen lambda et sa facture. En Bretagne, certaines zones ne sont déjà plus approvisionnées en eau potable en raison d'une trop forte teneur en nitrates. La mission de service public n'est alors plus assurée. C'est pourquoi, en 1996, les consommateurs se sont retournés contre les distributeurs privés comme la Lyonnaise des eaux qui fut condamnée à rembourser les dépenses occasionnées en achat de bouteilles d'eau minérale. Ces derniers ont à leur tour attaqué l'État sur sa responsabilité directe face à la pollution des sols. La Lyonnaise des eaux a obtenu la condamnation du ministère de l'Environnement, qui a dû verser 114556 euros à la société. Les cultures comme le maïs ne sont pas les seules responsables. La trop forte concentration d'élevage pour une surface d'épandage limitée sature les sols. Leur capacité d'absorption est également diminuée par le remembrement et la disparition des haies, talus, fossés et de tout ce qui retenait les éléments à la surface. L'équilibre sol-plantes-animaux est alors rompu. Cette pollution s'étend jusqu'à la mer, comme en baie de Saint-Brieuc où les nitrates favorisent le développement des algues vertes, ravageant l'écosystème marin.

DES MÉGAPOLÉS ASSOIFFÉES

L'urbanisation galopante pose également un problème majeur. En 1955, 32% de la population mondiale vivaient en zone urbaine contre 59% prévus en 2025. Déjà, nous allons chercher l'eau de plus en plus loin, en distance et en profondeur, provoquant des affaissements dans certaines villes. Le Mexique en est un bel exemple : un tiers de sa population est concentré autour de Mexico, soit environ 20 millions d'habitants. Alimenter la ville en eau devient un réel défi et la nappe phréatique est tellement sollicitée que la cité s'est enfoncée de plus de dix mètres ces 70 dernières années. C'est aussi le cas de Shanghai, de Djakarta ou de Bangkok. Paris a besoin pour son alimentation en eau de quatre barrages réservoirs, de sept usines (dont la dernière a coûté plus de deux milliards de francs).

Madrid compte treize barrages, cinq usines, 500 kilomètres de canaux. New York, Stuttgart, Dakar vont s'approvisionner à plus de 200 kilomètres de leur centre-ville. Certaines régions, en Asie par exemple, doivent alors choisir entre alimenter une ville en eau ou irriguer les cultures. Les nouveaux besoins de ces mégapoles vont encore croître, imposant ce type de choix. L'arbitrage ne se fera pas sans casse et on sait qu'en Chine le nombre d'emplois et la valeur économique induits par un seul mètre cube d'eau « industriel » sont 70 fois supérieurs à ceux d'un mètre cube « agricole ». Déjà, dans certaines régions, des industriels rachètent des rizières aux agriculteurs pour s'assurer le contrôle de leurs réserves d'eau.

LA PRIVATISATION D'UN BIEN VITAL

C'est en France que la privatisation de l'eau prend naissance. D'ailleurs les trois plus grandes multinationales marchandes d'eau sont françaises : Véolia, Ondéo (Suez) et la SAUR.

Au XIX^e siècle, la France a encouragé l'investissement privé afin d'équiper ses grandes villes, principalement pour amener l'eau chez les particuliers. Avant cela, l'État s'était chargé de grands travaux tels que l'assèchement des marais, la construction de digues et de canaux. Il voulait alors encourager les investissements avec une formule très simple : limiter les risques financiers et les déficits des entrepreneurs en incitant les collectivités à financer au maximum les investissements privés. Ainsi naquit, il y a 150 ans, la Générale des eaux (120 ans pour la Lyonnaise devenue Ondéo, Suez). Pour les Parisiens et les Lyonnais, entre autres, l'eau du

robinet n'a jamais été publique. Les conditions étaient alors posées pour la marchandisation de l'eau.

En 1950, deux tiers des 36000 communes françaises géraient leur service d'eau. Aujourd'hui, c'est le cas de seulement 25% d'entre elles. Plusieurs lois et avantages ont permis ce basculement, surtout ces vingt dernières années. En 1991, une loi sur l'eau obligeait les municipalités à séparer le budget eau-assainissement du budget général. Depuis, c'est la facture des usagers qui paie seule l'ensemble de la chaîne de l'eau. L'idée de service public est abandonnée. Cette loi pose des barrières aux élus : responsabilité personnelle accrue, code des marchés publics auxquels échappent les prestataires privés. Depuis, les lois sur l'eau se sont enchaînées, garantissant un peu plus à chaque fois les avantages des requins marchands d'eau.

2,7 MILLIARDS
ACC



C
N
NE



iments

MUN À RECONQUÉRIR

UN IMPÔT MASQUÉ

En 1982, les lois de décentralisation supprimaient la tutelle des préfets sur les élus locaux. Ces derniers pouvaient ainsi signer seuls des contrats jusqu'alors encadrés par les services de l'État. Les enveloppes et les « droits d'entrée » étaient l'arme supplémentaire des entreprises. Le droit d'entrée était une somme (de dix à cent millions de francs) versée à la signature du contrat avec l'entreprise privée. Il était versé au budget général de la ville et pouvait s'accompagner de la construction d'un stade ou autre équipement, sans compter les avantages de tarifs pour les services municipaux, élus et entreprises.

En 1995, la loi Barnier prohibait ces droits d'entrée qui se transformaient aussitôt en « redevances d'occupation du domaine public capitalisé ». Toujours en vigueur aujourd'hui, cette loi ne changea donc rien au système d'attribution des contrats. Certaines collectivités, pour doper leur budget, augmentent les tarifs fixés avec le délégataire privé aux dépens des consommateurs. Ainsi les élus affichent une bonne gestion, une faible augmentation des impôts, un budget équilibré... Des dizaines de millions d'euros peuvent alors alimenter le budget municipal annuel sur le dos des habitants par un impôt qui n'a

pas de nom. Le contrat entre la ville de Toulouse et la Compagnie générale des eaux (Véolia) était un excellent exemple de ces pratiques. À la signature du contrat, au début des années 1990, la ville obtient un droit d'entrée de 437,5 millions de francs, qui vont directement dans ses caisses. Cette somme est remboursée sur la facture d'eau par les usagers avec un taux d'intérêt proche du taux d'usure, ce qui aurait représenté une somme remboursée de 1,45 milliard de francs.

D'autres pratiques douteuses sont très nombreuses, telles les « captives » d'assurance, filiales offshore distribuant des primes d'argent blanchi, le détournement des « provisions pour renouvellement » alimentées par la facture de l'abonné (elles sont censées financer les travaux). Une partie est utilisée, l'autre placée. À la fin du contrat, de grands travaux sont entamés pour justifier ces fonds. Toutes ces pratiques ont un prix, sur la facture de l'usager bien entendu ! Selon l'Institut français de l'environnement, face aux régies municipales, la gestion privée représente en moyenne un surcoût de 27% pour la distribution de l'eau et de 20% pour l'assainissement.

DES D'HUMAINS N'ONT PAS
CÈS À L'EAU POTABLE...

C'EST LE
SENSE DE
NOUVELLE QUI
S'ARRÔSE PAS...



UNE LUTTE OFFENSIVE

À l'heure où nous nous battons contre la privatisation de chaque service public comme la poste ou la santé, d'importantes luttes ont lieu à travers le monde et en France pour reconquérir ce bien commun.

Au début des années 2000 éclatent de violentes luttes en Bolivie contre l'arrivée de Suez dans la gestion de l'eau de La Paz. Des collectifs contre la privatisation de l'eau et de l'assainissement se montent. Le mouvement prend de l'ampleur allant jusqu'à bloquer le principal axe routier qui relie la ville au reste du pays, asphyxiant économiquement la capitale. La répression d'une manifestation contre la privatisation en octobre 2003 fait 86 morts. Cette lutte est victorieuse puisque Suez perd finalement le contrat et la mobilisation s'amplifie à d'autres ressources comme le gaz et le pétrole. Ce sont ces luttes qui débouchent sur le départ du président Sanchez Gonzalo de Lozada et à l'arrivée de Morales au pouvoir.

Les bidonvilles de Soweto, en Afrique du Sud, se sont levés et ont également lutté contre l'arrivée de

Suez qui voulait poser des compteurs d'eau afin bien sûr de la facturer. Des batailles parfois très violentes se sont déroulées.

En France, on assiste à une bataille de reconquête depuis un peu plus d'une décennie. Dans de nombreuses villes, des usagers s'organisent afin de pousser les équipes municipales à faire le choix de revenir en régie municipale comme à Grenoble, Cherbourg, Castres, Le Palais et récemment Paris. D'autres associations entrent dans une bataille juridique afin de dénoncer certains aspects du contrat bien souvent illicites au regard du droit. Malheureusement, il s'agit de procédures longues et harassantes. Mais la pression de plus en plus souvent exercée sur les élus par les usagers, à défaut d'obtenir la municipalisation de l'eau ont pu déboucher sur des baisses de tarifs.

Ces mêmes tarifs sont régulièrement dénoncés par les associations comme UFC Que choisir. L'exemple du Sedif, le plus gros contrat de Véolia eau avec 144 communes d'Ile-de-France, est parlant puisque son taux de marge atteint 58,7%.

Le NPA doit donc participer à toutes ces initiatives qui, petit à petit, arrivent à inverser la tendance et nous permettent de reconquérir des biens communs, des services publics qui ne l'étaient plus depuis de longues années. Ce sont ces mêmes multinationales dont la voracité s'attaque à présent aux transports et à l'électricité, appliquant les mêmes formules que celles qui leur permettent de vendre de l'eau. Sachons leur appliquer les mêmes réponses, pour reconquérir partout nos biens communs.



ALLEMAGNE AUSTÉRITÉ INÉDITE

Le gouvernement allemand vient d'annoncer un plan d'austérité de 80 milliards d'euros qui devraient pénaliser les plus pauvres.

LE gouvernement Merkel veut faire payer la crise financière et économique aux plus pauvres. Depuis les élections de septembre 2009, la chancelière gouverne avec les libéraux allemands, champions de la baisse des impôts et ardents défenseurs des nantis. C'est donc ce gouvernement qui a présenté la semaine dernière un projet de plan d'économies pour diminuer le déficit du budget allemand. D'ici 2013, le déficit du budget doit être inférieur aux limites fixées par l'Union européenne et ce sont plus de 80 milliards d'euros qui devront être économisés. Tous les secteurs de l'État seront concernés sauf l'éducation et la recherche. Ce train de mesures vise à faire payer exclusivement aux chômeurs et aux salariés les plus pauvres les effets d'une crise financière dont ils ne sont pas responsables. Leur indemnité sera encore amputée, puisqu'ils ne percevront plus l'aide parentale qui jusqu'à maintenant leur était attribuée. Par ailleurs, la prime versée aux salariés les plus modestes pour faire face aux coûts du chauffage est également supprimée. Les fonctionnaires sont aussi touchés avec la suppression de 10 000 postes et le gel de la prime de Noël. Les déficits dans les budgets sociaux seront le prétexte d'une augmentation des cotisations chômage et maladie avant la fin de l'année. L'ensemble des salariés allemands est donc appelé à payer cette crise. Depuis de nombreuses semaines les syndicats, particulièrement celui des services, Verdi, le parti Die Linke et l'extrême gauche avaient appelé à deux grandes manifestations nationales à Berlin et à Stuttgart avec comme mot d'ordre : « Nous refusons de payer pour votre crise ».

Samedi 12 juin, près de 40 000 personnes ont manifesté pour dire non au plan d'austérité préparé par la droite allemande. Mais la réponse de la classe ouvrière allemande n'est pas à la mesure de l'attaque de la bourgeoisie. Les syndicats n'ont pas véritablement mobilisé leurs troupes pour faire de ces manifestations un signal fort de refus du plan d'austérité. Le parti Die Linke n'a pas non plus réellement mobilisé : peu de tracts diffusés, aucune affiche dans Berlin. Le SPD, le parti social-démocrate allemand, initiateur de l'Agenda 2010, le premier plan d'austérité qui a entre autres introduit les boulots à 1 euro, ne fait que critiquer verbalement cette nouvelle cure d'austérité. Quant aux Verts qui avaient soutenu l'Agenda 2010, ils sont sur les positions du SPD. L'aile gauche de Die Linke, les syndicalistes de gauche, particulièrement ceux du syndicat Verdi, doivent profiter de l'été pour mobiliser les salariés, faire de la journée du 29 septembre appelée par les syndicats européens, une journée de mobilisations et de grèves, premier pas vers une grève générale, seule réponse à la hauteur de l'attaque.

Jean Contre

La grève de 1 800 travailleurs chinois de Honda pourrait marquer un tournant pour les luttes des travailleurs dans le « plus grand atelier du monde ».

Le 17 mai 2010, plus de 1 800 travailleurs de Honda Foshan ont décidé de cesser le travail afin d'obtenir de la direction des

augmentations de salaire et l'amélioration de leurs conditions de travail. Dans cette usine, 80% des employés sont des étudiants d'écoles techniques qui gagnent 900 yuans par mois, c'est-à-dire environ 110 euros. Ils ne sont pas protégés par les lois du travail et sont régis par un contrat maison élaboré par Honda. Leur salaire est en dessous du salaire minimum, ils n'ont pas de couverture sociale ni le statut de travailleurs réguliers. Ces étudiants travailleurs sont logés dans des dortoirs fournis par l'entreprise et ne quittent pratiquement pas l'usine durant les rares périodes de repos. D'où un sentiment d'enfermement carcéral qui explique leur révolte. Face à la détermination des grévistes, la direction a cherché à diviser. Cette stratégie a au contraire renforcé la solidarité entre les employés. Comme l'usine de Foshan fabrique des composants pour les autres usines automobiles du groupe en Chine, la production de Honda s'est trouvée paralysée dans l'ensemble du pays après dix jours d'épreuve de force. Au bout de deux semaines de grève, la direction se résignait à augmenter d'environ 35% le salaire des ouvriers réguliers et de plus de 70% celui des travailleurs étudiants.

Les conflits du travail ne sont pas rares en Chine et le gouvernement central est très sensible à ces luttes qui engendrent des tensions sociales. Il est vigilant à toute agitation qui pourrait se transformer en contestation politique de son pouvoir. Les autorités locales sont promptes à résoudre (le plus souvent à réprimer) les conflits avec un minimum de publicité et dans les plus brefs délais.

La grève des salariés de Honda est remarquable par sa médiatisation nationale et internationale, sa longueur et la



détermination des ouvriers en lutte. Elle pourrait marquer un tournant important pour les luttes des travailleurs chinois.

Remarquable d'abord par la mobilisation de jeunes employés nés après 1980 et qui n'ont jamais connu l'ère maoïste. Leur grève a montré leur détermination à faire respecter leur dignité d'êtres humains en commençant par imposer des conditions de travail décentes. Plus question de sacrifier sa vie et d'accepter les pires injustices au nom de l'intérêt de l'entreprise et du sens de la hiérarchie. Ces jeunes ouvriers, tous enfants uniques, aspirent à une vie décente dans les grands centres urbains qu'il leur est impossible d'atteindre avec leur salaire de misère. Ils n'ont pas hésité à dénoncer un modèle de croissance reposant sur le travail bon marché et l'exploitation féroce de la force de travail mais aussi sur l'indécence des grandes entreprises qui leur payent des salaires extrêmement bas alors qu'elles font des profits mirobolants.

La grève a eu lieu alors que les médias occidentaux se faisaient

l'écho des nombreux suicides dans l'usine taïwanaise Foxconn, géant de l'électronique qui fournit des composants à Dell, Apple et Hewlett Packard. Ces différents conflits ont mis en lumière les épreuves que subissent les travailleurs dans ces usines organisées comme des prisons. C'est cette discipline de fer, combinée aux faibles salaires, qui a séduit les multinationales et a contribué à faire de la Chine « l'atelier du monde ». Un atelier qui ressemble à un bagne.

La grève des salariés de Honda Foshan est loin d'être isolée. Les salaires et les conditions de travail sont les principaux ressorts des actions collectives qui se sont aussi développées chez Honda Guanzou, Hyundai Motor Company et dans d'autres grandes compagnies.

Le gouvernement se trouve pris maintenant dans une contradiction difficile à gérer. La multiplication de conflits débouchant sur des hausses de salaires pourraient bien rendre le pays moins attractif pour des multinationales qui peuvent, pour certaines d'entre elles, s'implanter dans d'autres pays comme le Vietnam. D'un autre côté, l'augmentation

des salaires est synonyme d'amélioration des conditions de vie, une donnée non négligeable pour le maintien de la stabilité politique et le rééquilibrage de la croissance en faveur du marché domestique. Ce rééquilibrage est souhaité par le gouvernement afin d'amortir les effets de la crise internationale qui a révélé la trop forte dépendance aux exportations et la fragilité de l'économie chinoise qui en découle. Reste que ces hausses ne sont pas le fait d'une politique salariale mais sont obtenues grâce à la lutte des travailleurs, ce qui n'est pas du goût des autorités centrales. Plus que tout, le gouvernement chinois craint une mobilisation généralisée des travailleurs qui, partant de revendications économiques, déboucherait très rapidement sur le terrain politique remettant en cause son monopole du pouvoir. C'est à ce titre que la grève des travailleurs de Honda fera date car elle montre à l'ensemble des travailleurs chinois que des victoires sont possibles.

Danielle Sabai et Jean Sanuk

(<http://daniellesabai.wordpress.com/>)

et aussi

UN LKP À MAYOTTE ? Mayotte démontre que le colonialisme, quels que soient le lieu et le temps, provoque toujours les mêmes effets. Les Mahorais se rendent compte qu'ils ne seront jamais des « Français à part entière », avec l'égalité des droits. Aussi depuis des mois les luttes sociales se développent. S'inspirant de l'exemple guadeloupéen, vient de se constituer un collectif regroupant l'Ascoma (Association des consommateurs de Mayotte), les « Citoyens perdus » (constitué à l'occasion des manifestations du 2 décembre 2009) et le SNUipp. Les revendications portent surtout sur le pouvoir d'achat avec deux volets : les prix et les rémunérations. Malgré le vote pour la départementalisation du 29 mars 2009, les travailleurs mahorais ont des exigences. Le collectif est bien décidé à poursuivre la lutte.

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES CONDAMNÉS AU MAROC. Le 7 juin, treize grévistes de l'Office chérifien du phosphate (Smesi Régie) et deux militants solidaires ont été condamnés à quatre mois

de prison ferme et 500 dirham d'amende. La semaine précédente, la caravane de solidarité organisée par des syndicats de l'Union marocaine du travail et soutenue par l'Association marocaine des droits humains a été un succès témoignant du développement de la solidarité en même temps que les travailleurs élaboraient un nouveau programme de lutte pour les semaines à venir, après onze mois de combat. La solidarité internationale doit se renforcer pour exiger la satisfaction des revendications des travailleurs et la libération inconditionnelle de leurs camarades. (voir *Tout est à nous!* n°59)

PAYS-BAS. Le parti d'extrême droite PVV, qui a fait campagne sur la « croisade contre l'islamisation », a doublé son score aux élections législatives du 9 juin et obtenu 24 députés. Avec le parti libéral de droite, le VVD, il est le grand gagnant des élections et tous deux pourraient constituer un gouvernement, aucun parti n'ayant la majorité au Parlement. En cette période de crise qui engendre

pauvreté et chômage, l'extrême droite progresse partout en Europe, y compris en France. Droite et extrême droite pilotent des campagnes islamophobes et font des travailleurs immigrés des boucs émissaires. La social-démocratie, au gouvernement ou dans l'opposition, fait tous les jours la démonstration de son incapacité à proposer une alternative à l'austérité.

GRÈVES ET MANIFESTATIONS EUROPÉENNES. Pour la première fois depuis six ans, les syndicats espagnols ont appelé à une grève générale de la fonction publique et 75% des fonctionnaires ont cessé le travail le 8 juin. Une nouvelle grève générale doit être appelée le 29 septembre pour protester contre une réforme jugée essentielle par le FMI visant à faciliter les licenciements. À Rome, 100 000 personnes ont défilé, le 12 juin, à l'appel de la plus importante confédération syndicale (CGIL), contre le plan d'austérité décidé par Berlusconi. Une grève générale est prévue le 25 juin.



MUSIQUE

MAKASOUND – LABEL

Une fois n'est pas coutume, rendons un respectueux hommage au travail du label Makasound, petite structure indépendante parisienne, qui défend les couleurs du reggae et même désormais au-delà (le burkinabé Victor Démé, la fanfare punk La caravane passe ou bien encore la chanson française iconoclaste de Java, voire le mélange classique/hip-hop de SIG). Mais leur cœur de métier demeure la musique jamaïcaine. Après s'être taillé une solide réputation à coup de rééditions fameuses (dont la désormais introuvable, *Wanted*, des fois que vous le croiriez dans un bac en solde, attention collector), ils ont lancé le projet de Inna Yard, mettant en exergue la dimension acoustique et mélodique du reggae roots, avec des artistes aussi prestigieux que Junior Murvin (l'auteur du *Police and thieves* repris par les Clash) ou plus rare comme Kiddus I. Une partie de ce collectif est en tournée cet été, dont le 20 juillet à Paris au Glazart. www.makasound.com

King Martov

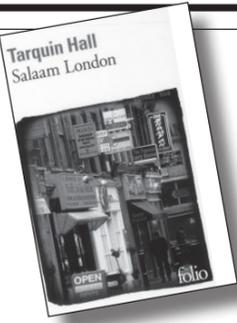


MUSIQUE

RE FUSED/Primaa/7MUSIC

Quelques mois seulement après *Un peu de nous* (chroniqué en ces pages), Nicolas Haas quitte l'univers de la chanson mélancolique pour revenir à son projet instrumental initial. Avec *Re fused*, troisième album signé sous le pseudonyme Primaa, l'auteur-compositeur-interprète nous propose un album électro entraînant, apaisant (parfois trop) et très visuel. Certains morceaux ont d'ailleurs été initialement composés pour être des musiques de films. Si l'album manque un peu de surprises, il confirme néanmoins l'étendue des talents artistiques de cet artisan du son.

Gilles Pagaille

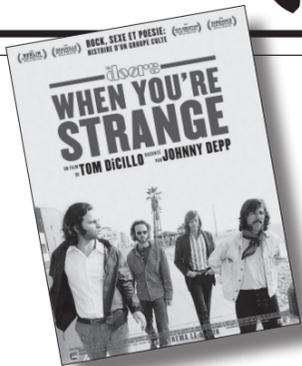


LIVRE

SALAAM LONDON/Tarquin Hall/FOLIO/7,60 EUROS

Connaissez-vous l'East End londonien, à environ deux heures de train de Paris ? Si peu d'agences proposent aujourd'hui la visite, c'était déjà le cas en 1902 quand Jack London consacra un livre à ce concentré de misère. Un siècle plus tard, Tarquin Hall, journaliste anglais spécialiste de l'Inde, revenu au pays, réduit au chômage et contraint de vivre un an dans ce quartier désormais surnommé « Banglatown », parfait revers de l'opulente City toute proche, a tiré de son expérience une enquête à la fois fine, drôle, éclairante et pleine d'empathie pour « les gens d'en bas ». Depuis 2005 (première parution du livre en anglais), la spéculation immobilière s'est emparée de l'East End, mais les vues de Tarquin Hall sur la xénophobie et la tolérance britanniques restent de grand intérêt.

Gilles Bounoure



FILM

WHEN YOU'RE STRANGE/Ton DiCillo

Un pur moment de rock'n roll ! Dès les premières minutes, Tom DiCillo nous happe sur le son des Doors. Le montage est à la mesure des notes du groupe des sixties, enrichies par des extraits du film inachevé que les Doors avait commencé à tourner sous l'impulsion d'un Jim Morrison qui fit ses premières armes d'artiste dans le 7^e art. Les images de ce film sont étonnantes par leur qualité cinématographique. Non dénué d'humour, on y voit un Morrison apprenant sa propre mort à la radio, pied-de-nez à tous les fans qui ont cru à un canular le jour de sa mort. Ce film – à l'inverse du célèbre *Doors* de Oliver Stone – ne mythifie pas la déchéance de Jim Morrison dans les drogues et l'alcool. Le groupe est également bien replacé dans son contexte historique, dans des États-Unis traversés par une véritable révolution culturelle.

Thibault Blondin



<http://collectifvgtenton.wordpress.com>

Regroupant des habitants du 20^e arrondissement de Paris et des militantEs de différentes associations et organisations politiques, le collectif unitaire se mobilise pour la réouverture du centre IVG de l'hôpital Tenon et centralise l'agenda de ses activités sur ce site. En suivant ce lien, vous trouverez aussi des articles très intéressants ainsi que de nombreuses vidéos et photos relatives aux activités menées par le comité. N'hésitez pas à venir y poser vos commentaires et à faire circuler ce lien autour de vous !

<http://e-torpedo.net>

Incontournable. Ce webzine qualifié de « sans barbelés » tente d'éclairer, de surprendre et de titiller les neurones de tous les internautes qui ont le bonheur de tomber sur cette page ! Puisque la liberté n'est jamais un acquis mais une bataille, e-torpedo se démène pour préserver notre vigilance face aux informations formatées qui s'affichent à longueur de journée sur nos écrans. Satellite du monde libre, programmeurs, artistes, écrivains mettent aussi leurs créations à disposition de tous... Allez vous perdre au cœur des rubriques variées d'e-torpedo, cela vaut le détour !

BD LES ENFANTS DE L'ENVIE

Le titre de cette BD évoque les enfants nés des amours de jeunes Françaises avec des soldats américains à la Libération. L'auteure, Gabrielle Piquet, tire de cet épisode historique un récit très original, servi par des dessins qui évoque le peintre allemand Georges Grosz.

Gabrielle Piquet est aujourd'hui une des jeunes auteures de BD les plus talentueuses. Son premier ouvrage (*Trois fois un*, Futuropolis, 2007) témoignait déjà de son grand talent de dessinatrice, mais sa reprise de nouvelles de Tonino Benacquista laissait un peu le lecteur sur sa faim au niveau du scénario. Dans ce nouvel ouvrage, elle prend en charge à la fois dessin et scénario et c'est encore mieux : le résultat est un véritable et superbe roman graphique. Elle parvient en effet à allier des textes et des dessins simples mais néanmoins très expressifs. En ce qui concerne le dessin tout d'abord, pas d'enfermement dans une case, mais des personnages et des décors en noir et blanc qui s'étendent sur toute la page. Il y a vraiment du Georges Grosz (peintre allemand des années 1920) dans cette plume et Gabrielle Piquet parvient à rendre les atmosphères de foules, de villes, de cafés. Parfois

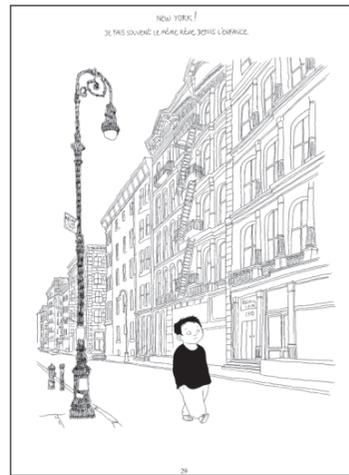
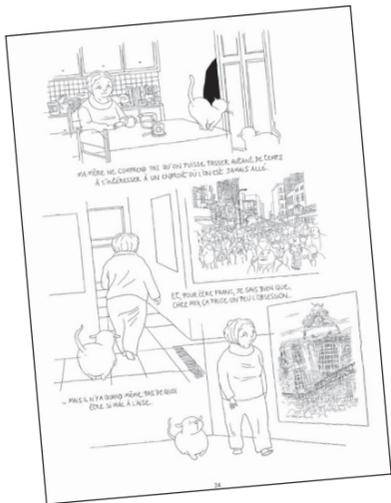
seulement esquissées, tordues ou multipliées, les silhouettes prennent une dimension onirique. Les petits détails ajoutent aussi à la qualité du dessin : les animaux notamment, principalement des chats, participent à la narration ou introduisent une petite distance. Laon et New York sont les deux pôles de son récit. Dans la petite ville picarde s'est installée, en pleine guerre froide, une base américaine

qui a longtemps fait vivre la ville, jusqu'au départ des soldats dans les années soixante, quand les installations US en France sont démantelées. Les enfants de l'envie, ce sont les rejetons des couples souvent éphémères formés par des jeunes filles du pays avec des soldats américains « débarquant avec toute leur richesse dans une France qui sortait à peine du rationnement ». Basile est un de ces enfants de l'envie : il ne connaît de son père qu'un prénom, Henry. Il est employé de mairie après avoir tenté sa chance aux Beaux-Arts de Paris. Jugé trop provincial, il a dû revenir à Laon et oublier ses rêves de carrière artistique. Célibataire, il vit chez sa mère et ce père absent, cette origine américaine, sont devenus des points centraux de sa vie : il passe son temps de loisir à peindre New York, une ville imaginée car il ne s'y est jamais rendu. Mais voici que le maire, près de cinquante

ans après, décide d'organiser une soirée des vétérans en invitant des soldats passés par la base : bien entendu Basile ne peut s'empêcher d'espérer y retrouver son père. Dans la veine d'auteurs comme Étienne Davodeau, Rabaté, Baru ou Taniguchi, Gabrielle Piquet s'intéresse à la vie de gens ordinaires. Elle en tire un récit à la fois pudique et émouvant, qui évoque la grande histoire, celle de la guerre froide et de ses conséquences, mais à son niveau le plus quotidien. S'il s'agit bien d'histoire par en-bas, ce n'est pas pour autant de la petite histoire, mais au contraire un récit très original. Cet ouvrage est la preuve qu'il est possible de concilier humilité dans la forme et ambitions et qualités artistiques et littéraires.

Sylvain Pattieu

Gabrielle Piquet, *Les Enfants de l'envie*, Casterman, 14 euros.





MARX

LA DETTE PUBLIQUE ET LA BANCOCRATIE

La capitalisme naît en Occident de transformations historiques successives. La société féodale donne naissance à l'absolutisme et c'est à cette époque qu'apparaissent pour la première fois sous leurs formes modernes les banques centrales et les dettes d'État. Ces phénomènes marquent de leur empreinte l'essor du capitalisme. En période de crise, ils ressurgissent avec violence. Loin d'être un phénomène extérieur ou marginal, les dettes sont au cœur du fonctionnement du capitalisme.

« Le crédit, voilà le credo du capitalisme ».

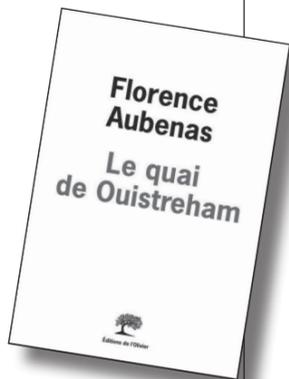
Le présent texte est un extrait du dernier chapitre du livre 1 du Capital de Karl Marx.

LE QUAI DE OUISTREHAM

FLORENCE AUBENAS

ÉDITIONS DE L'OLIVIER

276 PAGES - 19 EUROS



l'essai

FLORENCE

Aubenas a voulu se rendre compte de ce que signifiait réellement la crise pour ceux qui la vivaient au quotidien. Elle a quitté provisoirement la rédaction du *Nouvel Observateur* pour se rendre à Caen. Munie du CV d'une femme de 48 ans n'ayant pas travaillé depuis vingt ans, elle s'est présentée à Pôle emploi pour chercher du travail. Partie du principe qu'elle arrêterait son enquête dès qu'on lui proposerait un CDI (elle ne voulait pas prendre le travail de quelqu'un), son livre retrace ses six mois de galère. Écrit comme un journal, son témoignage relate les difficultés pour les moins qualifiés de trouver un poste. Lorsqu'elle postule pour un job de caissière, le conseiller Pôle emploi lui explique qu'il s'agit là d'un travail pour le haut du panier, alors qu'elle « est plutôt le fond de la casserole ». Après deux mois, elle obtient quand même plusieurs CDD de quelques heures par semaine pour faire le ménage dans des entreprises et sur un ferry. Elle nous fait partager la vie des personnes les plus fragilisées, l'invisibilité imposée aux personnels de ménage, les difficultés pour se rendre sur le lieu de travail lorsqu'on n'a pas de véhicule, les formations bidons, les contrats de trois heures qui se traduisent dans la réalité par cinq heures de travail, mais aussi l'éloignement de ces travailleurs précaires de la politique, le peu de prise des syndicats... Mais ce livre qui ne cède pas au pathos, raconte également la solidarité, la fierté de celles et ceux qui mettent un point d'honneur à réaliser correctement leur tâche... On y rencontre des figures attachantes comme Mimi, la transsexuelle qui bosse sur le ferry et qui est acceptée par tout le monde, Victoria, l'ancienne syndicaliste et bien d'autres. Ce livre donne envie de se battre et interroge sur la manière de le faire dans une société où la survie au jour le jour est le lot de millions de travailleurs précaires.

Dominique Angelini

Voir l'interview de Florence Aubenas dans *Tout est à nous ! La Revue* n°11.

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43

www.la-breche.com



Les dettes publiques, nées à Venise et Gènes au Moyen Âge, prennent possession de l'Europe à la fin du XVII^e siècle, au temps des manufactures. Le régime colonial, avec son effroyable commerce maritime et ses guerres commerciales, leur sert alors de serre chaude. La dette publique, en d'autres termes, l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte le capitalisme. La seule partie de la prétendue richesse nationale qui entre réellement dans la propriété collective des peuples modernes, c'est leur dette publique. Il n'y a donc pas à s'étonner de l'idée que pour la classe dominante, plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit, voilà le credo du capitalisme. Ainsi le manque de foi dans la dette publique vient-il, dès la naissance de celle-ci prendre la place du péché contre le Saint-Esprit.

La dette publique devient un des leviers les plus puissants de l'accumulation du capital. Par un coup de baguette magique, elle dote l'argent par nature improductif du pouvoir reproducteur et le convertit ainsi en capital : A-A', sans qu'il ait à subir les risques inséparables de sa transformation éventuelle en marchandise : A-M-A'.

Les acheteurs de dettes publiques font une bonne affaire car leur argent métamorphosé en bons du Trésor faciles à vendre, continue généralement à fonctionner entre leurs mains comme autant d'argent liquide. À part la bonne fortune des intermédiaires financiers entre le gouvernement et la nation et celle des capitalistes, auxquels une bonne partie de ces sommes rend le service d'un capital tombé du ciel, la dette publique alimente les émissions d'action et d'obligation, les marchés financiers, la spéculation, en somme les Bourses de valeurs et le système bancaire moderne.

Dès leur naissance, les grandes banques affublées du nom de banques publiques ou nationales, n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public. L'accumulation de dettes publiques a pour mesure infaillible le volume et le cours des emprunts d'État émis par ces banques,

dont le développement date de la fondation de la Banque d'Angleterre en 1694. Celle-ci commença à prêter son argent au gouvernement à un taux d'intérêt de 8%, en même temps, elle était autorisée par le Parlement à créer de la monnaie pour le même montant sous forme de billets de banque qu'on lui permit de mettre en circulation.

Comme la dette publique est assise sur le revenu public, qui doit en payer le remboursement et les intérêts, le système moderne des impôts est le corollaire obligé des emprunts et donc des dettes publiques. Les emprunts permettent aux gouvernements de faire face aux dépenses extraordinaires sans que les contribuables s'en ressentent immédiatement mais ils entraînent à leur suite une augmentation des impôts. De l'autre côté, la surcharge d'impôts causée par l'accumulation des dettes successivement contractées contraignait les gouvernements en cas de nouvelles dépenses extraordinaires à avoir recours à de nouveaux emprunts, de nouvelles dettes.

La fiscalité moderne, dont les impôts indirects sur les objets de première nécessité¹ et, partant, l'enchérissement, de ceux-ci, forment le pivot, renferme donc en soi un germe de progression automatique. En Hollande, où ce système a été inauguré, Johan de Witt (1625-1672) l'a exalté dans ses *Maximes* comme le plus propre à rendre le salarié soumis, frugal, industriel, et... exténué de travail. L'influence délétère qu'il exerce sur la situation des salariés s'est accompagnée historiquement de l'expropriation massive et forcée des paysans, des artisans, et des autres éléments de la petite classe moyenne.

La grande part qui revient à la dette publique et au système de fiscalité correspondant, dans la capitalisation de la richesse et l'expropriation des masses, a conduit à y chercher, à tort, la cause première de la misère des peuples modernes.

AU LIEU DE SE SERRER LA CEINTURE IL FAUT BRISER NOS CHAINES !!!



- FAUCOUR -

Ce fut un moyen artificiel de fabriquer des fabricants, d'exproprier des paysans et des travailleurs indépendants, de convertir en capital leurs instruments de travail et d'abrèger de force la transition du mode de production féodal au capitalisme moderne. Le procédé fut encore simplifié sur le continent, où Colbert avait fait école. Le capital arrivait tout droit aux industriels en provenance du trésor public.

Dettes publiques, exactions fiscales, régime colonial, protectionnisme, guerres commerciales, etc. Ces rejetons de la fin du XVIII^e siècle prennent un développement gigantesque lors de la naissance de la grande industrie au XIX^e siècle. Voilà ce qu'il en a coûté pour dégager les « lois naturelles et éternelles » du capitalisme. Ne dirait-on pas que l'humanité est un séjour de damnés? C'est avec des taches de sang sur une de ses faces que l'argent est venu au monde². Le capitalisme vient au monde en transpirant de la tête aux pieds, la sueur et le sang.

Karl Marx

Nouvelle traduction d'un extrait de *Das Kapital*, 24^e Kapitel, Genesis der industriellen Kapitalisten par Frédéric Guéa.

1. Comme la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)
2. *Du crédit public et de son histoire*, Marie Augier, 1842, p265.

boîte à lettres

Pour nous écrire : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

COLLECTIVITÉS TERRITORIALES. F. S. (MAIL): [...] Quelques infos (bien sombres) sur les lois en cours d'examen et sur l'avenir des collectivités territoriales ont été révélées. [...] Le gouvernement envisagerait d'étendre le champ d'application de la Loi organisant les lois de finances (LOLF) à l'assurance maladie et aux collectivités territoriales. [...] Dans la LOLF, il y a l'emballage et le produit. Destinée aux parlementaires, l'emballage (justification de la dépense publique à l'euro près/transparence absolue/contrôle parlementaire renforcé) est particulièrement séduisant. Moyennant quoi, la simple présentation du paquet cadeau, prépare déjà nos élus, ainsi caressés dans le sens du poil, à un vote favorable. Le produit en revanche... bonjour les dégâts. Un principe LOLF est la déconcentration des crédits de fonctionnement. Concrètement, une enveloppe de fonctionnement et un quota d'ETPT (Équivalents temps plein travaillés) plafonnés sont alloués, en début d'exercice,

au préfet de région. En gros, on file X euros et Y ETPT au préfet de région et il se démerde avec. Néanmoins, ces « plafonds » ne sont pas acquis et varient d'une année à l'autre. À la baisse, en général. Si le préfet a 1 000 une année, il lui faut anticiper 980 l'année suivante, 960 l'année d'après, etc. Le quota d'ETPT permet de respecter la fongibilité asymétrique (avec des économies sur les frais de personnel, tu peux payer des ramettes mais, avec des économies sur les ramettes, tu peux pas recruter du personnel). Bref, la logique LOLF incite, par sa nature même, les gestionnaires à diminuer la masse salariale. Chez nous, la « chasse au gaspi » a commencé par le non-renouvellement des CDD. Après, on a sucré toutes les primes non statutaires. Cette année, l'administration s'est attaquée aux frais de déplacement (pour schématiser, si tu produis pas un dossier de 50 pages en quatre exemplaires, t'es plus remboursé). Ensuite... faut voir. Mais comme chaque année apporte

son lot de désagréments bureaucratiques... on serre les fesses. Autre principe de la LOLF : le Parlement (mais surtout le gouvernement, je pense) doit pouvoir vérifier les « performances » des services publics. Moyennant quoi, des « indicateurs », la plupart du temps, complètement loufoques (exemple : taux d'insertion en entreprise des handicapés travaillant en CAT... dans un contexte de chômage massif, en pleine crise économique... no comment) ont été « conçus ». Conçus, dans la chaleur des bureaux, probablement. Ou en cellule capitonnée. Concrètement, on passe donc une partie de notre temps à bosser, une partie de notre temps à justifier le moindre euro dépensé, et la dernière partie à « quantifier » notre activité. Bref, après le passage de la LOLF, on travaille plus, on gagne autant et on... produit moins. Mais on est « performants »... et c'est quand même bien là l'essentiel.



LES MAINS DANS LE CAMBOUIS

Régulièrement, les élus NPA rendent compte de leur action dans les collectivités locales.

GENNEVILLIERS QUAND LE PCF EST AUX AFFAIRES



Le conseil municipal du 17 mai a mis un éclairage cru sur la politique réelle du PCF quand il gère une ville. Deux points importants à l'ordre du jour: l'ouverture des magasins le dimanche et des vœux présentés par

Gennevilliers pour Tous, groupe local unitaire qui a obtenu deux élus avec près de 10% des voix et où milite le NPA (1 élue). Ces vœux portaient sur la solidarité avec les habitants expulsés par la préfecture d'un immeuble appartenant à GDF.

Premier dossier: ouvrir tous les dimanches une zone commerciale (Fnac, Décathlon, C&A, etc.). Dossier défendu par Roland Muzeau, député et 1^{er} adjoint, porte-parole du PCF pendant le débat à l'Assemblée nationale de la loi sur le travail du dimanche qu'il a su critiquer, dénonçant civilisation du caddy, chantage à l'emploi, impossible liberté de choix des salariés, «un coup de canif de plus dans notre droit du travail et un coup de couteau de plus dans le dos des salariés, véritable recul de société».

Mais dans sa ville, ses arguments se renversent. Il faudrait craindre la perte de 129 emplois, les comités d'entreprise et les salariés seraient d'accord et - argument masqué - c'est ouvert chez les voisins, Gennevilliers est obligé de le faire... Pour être classé en Puce (périmètre de consommation exceptionnelle), il faut une habitude antérieure d'ouverture, donc une prime à

l'illégalité: ça tombe bien, la municipalité avait donné, il y a deux ans, son accord à l'ouverture tous les dimanches dans cette zone... Cette différence entre les discours généraux et la pratique sur le terrain s'explique par la volonté de la municipalité d'attirer les entreprises dans la commune, en faisant des cadeaux aux patrons, comme l'autorisation pour le travail du dimanche. Ici, le PCF, majoritaire, n'a pas même l'excuse de la pression de ses alliés PS et Verts. Seuls les deux élus Gennevilliers pour Tous et deux PS ont voté contre. Les groupes membres de la majorité ne se risquent jamais à exprimer un avis différent. Et pourtant quelques-uns ont aussi osé soutenir nos vœux demandant un soutien à la lutte des expulsés de l'immeuble GDF, en particulier la demande d'un local provisoire pour s'abriter décentement tant qu'ils n'auront pas obtenu un logement. Sur cette lutte, voir *Tout est à nous!* n°54 et la vidéo sur le site NPA.

La municipalité a toujours refusé d'apporter un soutien à ces expulsés pour leur logement, consentant seulement à intervenir lors de l'arrestation de sans-papiers. Elle a même organisé une contre-manif à un rassemblement de soutien aux expulsés dénonçant «une manœuvre politicienne du NPA».

Sa justification: «C'est à la préfecture de s'occuper du problème, on a déjà assez à faire avec les Gennevillois mal logés.»

Apparemment des familles qui habitent depuis six ans dans la ville, même dans un squat, ne sont pas des Gennevillois. Leur tort peut-être, n'avoir pas le droit de vote.

Au nom donc de leur conception privative de la citoyenneté, ils mettent des frontières à la solidarité avec les exploités.

Ces abandons entraînent dans une partie du «peuple de gauche» résignation devant les attaques gouvernementales, cynisme: «les politiques tous pareils», et racisme de basse intensité: «on ne peut pas accueillir toute la misère» ou «on en loge déjà bien assez comme ça».

Pour ressouder sa majorité et les militants, le maire a eu recours aux bonnes vieilles méthodes stalinienne face aux deux élus de l'opposition de gauche: insultes et interruptions de parole. Ces méthodes sont toujours de mise, même pour un «communiste unitaire», quand il y a opposition à gauche. Cette modeste expérience doit faire réfléchir sur la réalité de ce parti loin des discours de congrès ou de fêtes de l'Huma.

Isabelle Guichard



Isabelle Guichard (JMB)

et aussi

BILAN DE LA RÉUNION DE TRAVAIL QUARTIERS POPULAIRES À MARSEILLE.

Le 6 juin dernier, le NPA 13 et l'association Quartier nord/ Quartier Fort avaient convié militants politiques et associatifs, travailleurs sociaux, tous ceux qui luttent dans les quartiers populaires (QP), pour l'emploi, le logement, la culture, l'éducation, le sport, la santé, l'égalité, à une réunion de travail, à laquelle était aussi invité Olivier Besancenot.

L'objectif affiché des organisateurs était de rompre avec le mythe des éternelles «générations spontanées» des militants QP, et de proposer un cadre de débat réunissant les militants associatifs (centres sociaux, associations féministes, communautaires, sportives, culturelles...) et les militants syndicaux (enseignants, postiers, travailleurs sociaux...). Une des satisfactions de cette réunion est la participation, plus de 70 personnes qui par leur histoire militante, leur engagement politique, associatif ou syndical représentaient la «fine fleur» des acteurs politiques des quartiers populaires de Marseille et d'ailleurs.

En effet, étaient réunis dans la salle les organisateurs de la Marche pour l'égalité de 1983, voire du MTA (Mouvement des travailleurs algériens), la génération sacrifiée (sida, chômage, libéralisme, Mitterrand, FN...) et les jeunes militants de Génération Palestine. En outre, se retrouvaient côte à côte, des militants d'associations comorienne, algérienne, musulmane, sportive, de locataires, féministe, éducation populaire, internationaliste... et syndicaux (CGT éducation,

SNUipp, Sud PTT, Sud santé, RESF...). Bref, toutes les forces vives du mouvement ouvrier luttant dans les QP, réunis dans la ferme intention d'élaborer un projet politique commun.

S'appuyant sur les expériences des uns et des autres et à travers des interventions d'une haute teneur politique, les conclusions étaient unanimes: la nécessité d'unir nos forces pour lutter ensemble contre un système capitaliste de plus en plus violent, en investissant et en soutenant toutes les luttes de défense des acquis ouvriers (emploi, logement, services publics, protection sociale...). Dès que nous le pouvons, nous devons parler d'une seule voix, comme dans les mobilisations de Gaza et, ces derniers jours, contre l'attaque meurtrière de la Flottille pour Gaza.

La nécessité de rompre avec les politiques représentatives des partis institutionnels, qui, en développant le clientélisme, ont engendré un climat de «prostitution politique», niant au final toute possibilité de parole politique dans les QP. Tous s'accordent sur la nécessité de développer les initiatives de formation populaire, en s'appuyant sur les luttes passées, présentes et futures et de faire entendre nos voix jusqu'au plus haut niveau.

Le Collectif de réflexion et d'action populaire (Crap) créé il y a un an, sur le modèle du LKP, offre un cadre idéal pour cette union des forces militantes et le développement d'une «centrale syndicale» des QP.

Des objectifs que le NPA entend bien développer dans les QP,

comme ailleurs. Cette réunion, tout comme la satisfaction des participants, tous prêts à s'engager dans ce processus, marque, à coup sûr, un tournant dans la ré-appropriation politique et l'unification de tous les militants des quartiers populaires.

Commission QP 13

MEETING À LYON «POUR LA RETRAITE À 60 ANS, À TAUX PLEIN».

Le meeting du 10 juin était organisé par un collectif départemental très fourni formé de militants représentatifs de toutes les composantes de l'appel national dit Attac Copernic. L'affluence peut paraître modeste au regard des enjeux: un public de 400 personnes et une centaine qui n'ont pas pu entrer dans la salle, choisie par des trop pessimistes. Hormis le nombre, le succès a tenu à l'enthousiasme, la confiance retrouvée, l'envie «d'y aller» largement partagée à la sortie par les participants.

Seize interventions de six minutes sans qu'à aucun moment on ne

ressente l'ennui, voilà qui est significatif d'un climat d'unité pour la lutte qui traverse les militants et les organisations. L'attention fut très soutenue avec de vrais moments d'enthousiasme, notamment lors de l'intervention de notre camarade Olivier Besancenot, ou pour la dernière, celle de Gérard Filoche.

La démonstration d'unité faite par la gauche sociale et politique est ce qui nous manquait pour «redémarrer» après le découragement qui a suivi la succession de journées d'action sans contenu ni lendemain de l'année 2009. Il n'a manqué que l'UD CGT qui avait annoncé le meeting mais n'était pas représentée à la tribune. Un appel à constituer des collectifs unitaires a été diffusé sous la forme d'un tract indiquant les coordonnées d'une dizaine de groupes locaux en cours de constitution dans le département.

Gérard Vaysse

LE N°11 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

VOUS TROUVEREZ DANS CE NUMÉRO: un dossier sur le syndicalisme, une interview de Florence Aubenas, des articles sur les naxalites en Inde, sur l'Appel du 18 Juin et le programme du Conseil national de la Résistance... et bien d'autres encore! Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire ci-contre.



S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C., 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA (14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA (10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA (19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque, à l'ordre

de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

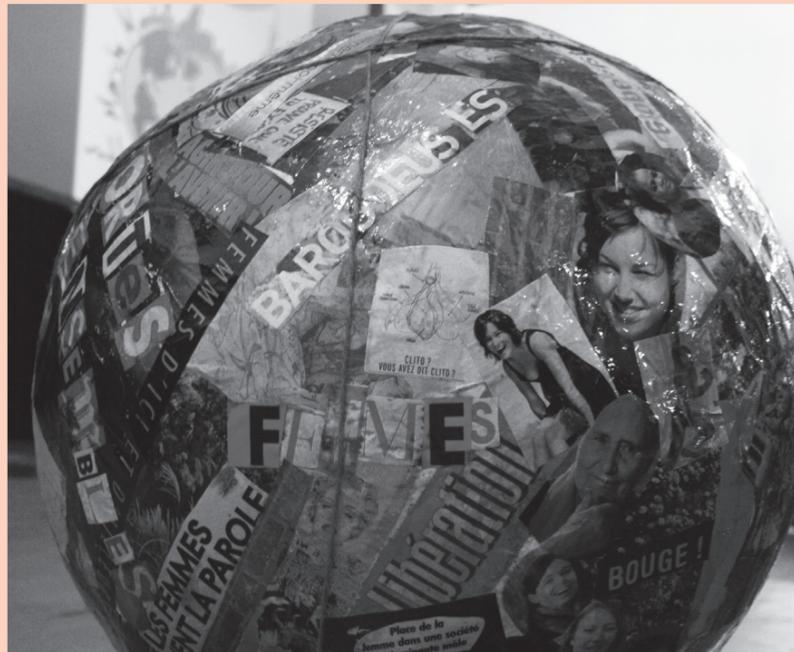
L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Montreuil **FORUM DE LA MARCHÉ DES FEMMES**

La salle était bien remplie samedi 12 et dimanche 13 juin pour accueillir le forum de la Marche mondiale des femmes à Montreuil. Plus de 500 participantEs venuEs de toute la France ont suivi un programme très dense qui reprenait les quatre axes de la Marche et rendait compte d'un travail d'élaboration réalisé depuis plusieurs mois. Parmi les nombreux thèmes abordés, la question des violences était d'une douloureuse actualité après le décès d'une jeune femme à Montreuil sous les coups de son mari, troisième victime de l'année. La manifestation qui a réuni l'après-midi plus de 2000 participantEs à Paris a ainsi observé « une minute de bruit » avec pour slogan : « Meurtres conjugaux, assez, en 2010 ça doit cesser ! » Le forum a été aussi l'occasion de partager les actions et les luttes des différents collectifs. L'intervention du collectif de Lyon qui, après des mois de mobilisation, a obtenu le maintien du

centre IVG, a été particulièrement applaudie. De quoi renforcer la détermination pour la défense des autres centres menacés, notamment ceux des hôpitaux Tenon et Saint-Antoine à Paris. De même, de nombreuses interventions ont fait le lien entre la lutte pour les droits des femmes et les mobilisations sociales : défense du service public de la petite enfance, mobilisation pour les retraites, etc. La solidarité entre les femmes du monde entier était également un axe fort de la manifestation et du forum, dans la perspective du rassemblement mondial au Congo en octobre 2010. L'ambiance studieuse du forum s'est animée lors du « Moment jeunes ». Les jeunes féministes ont créé le débat en soulevant la question de la place accordées aux femmes immigrées par le mouvement féministe, suscitant un vif échange autour de la laïcité. Prochaine étape, la manifestation du 30 juin à Istanbul.



Montreuil, le 12 juin. Ballon «pêle-mêle créatif». (PHOTO THÉÂTRE ROUGE/TAOUS)



- FRANÇOIS

TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

ISRAËL: VRAIE-FAUSSE COMMISSION. Après le carnage de la Flottille, nombre de voix se sont élevées pour exiger une commission d'enquête indépendante. Israël prétend répondre à cette demande en créant une commission dans laquelle siègent deux «observateurs internationaux». Une commission aux attributs plus que limités : elle ne pourra pas interroger les soldats et les officiers impliqués... Son président, un juge à la retraite, a déjà fait savoir qu'il s'opposerait à toute sanction contre les militaires. Israël a en outre bien choisi ses «observateurs internationaux» : Ken Watkin, ancien avocat de l'armée canadienne, et David Trimble, ex-responsable du Parti unioniste d'Irlande du Nord, qui a récemment contribué à lancer le groupe «Les amis d'Israël»... Alors, pourquoi une commission ? «Préserver la liberté d'action de nos soldats et prouver que nos actions étaient de caractère défensif et donc justifiées». C'est Benjamin Netanyahu qui le dit.

TÉLÉ SARKOZY. Le journaliste Augustin Scalbert, de Rue89, a été mis en examen pour recel d'une vidéo de France 3, diffusée sur Internet, montrant Sarkozy hors antenne, courroucé qu'un technicien n'ait pas voulu répondre au bonjour de sa majesté. Au-delà de la réaction d'un président à un acte banal dans un pays démocratique, cette vidéo était intéressante car elle montrait beaucoup sur la conception que se fait Sarkozy de l'indépendance d'un service public d'information : « On n'est pas dans le service public, on est chez les manifestants [...] là, ça va changer ». Il demande ensuite qu'on l'interroge sur sa visite du matin à Carcassonne, ce qui n'était visiblement pas prévu. On entend alors le directeur de l'information de France 3 otempérer au micro « Donc on parlera de Carcassonne avec le Président après, hein ? Yes ! Parfait ! » Augustin Scalbert a très bien fait son métier de journaliste et il a le droit de protéger ses sources d'information.

BELGIQUE. La NV-A (Nouvelle alliance flamande), parti qui prône l'indépendance de la Flandre, y a obtenu 29% des voix au scrutin législatif du dimanche 13 juin, ce qui lui donne un rôle clé dans la constitution du prochain gouvernement et approfondit la crise institutionnelle. Son dirigeant, Bart de Wever, flirte avec l'extrême droite et sa rhétorique est typique des partis nationalistes populistes qui sévissent actuellement en Europe : les difficultés du pays ne sont pas dues aux capitalistes mais aux « autres » (les Wallons). S'il juge prématuré de prononcer immédiatement une séparation, il va la préparer en mettant en application son programme qui consiste en particulier à s'attaquer au système de sécurité sociale et à mettre fin à l'impôt national qui permet une certaine répartition des richesses entre les régions prospères et les régions en difficulté. Dans l'imbricatio belge, il y a consensus entre les partis dominants sur la nécessité d'imposer une cure d'austérité. C'est en luttant contre cela que le mouvement ouvrier trouvera son unité.

SOUSCRIPTION 2010

NOM

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

MONTANT € Chèque à l'ordre de « NPA souscription »
2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil



www.npa2009.org

Les dons ouvrent droit à une réduction d'impôts égale à 66 % de leur montant dans la limite de 20 % du revenu imposable. Association de financement «NPA souscription» - 2 rue Richard Lenoir 93100 Montreuil - Agrément de la CNCCFP 06 avril 2009 - Dons destinés au NPA -

BRIGANDAGE ET PROFIT.

Depuis le 20 avril, 5260 tonnes de pétrole s'écoulent chaque jour dans le golfe du Mexique. Pourtant, le 11 juin, le PDG de BP Tony Hayward a promis de « respecter ses obligations face à tous ses actionnaires ». Il ne se reconnaît pas d'autres obligations, ni envers les victimes de la marée noire, ni envers les travailleurs et les équipes de secours qui s'intoxiquent, ni envers les dégâts irréparables causés à la planète. Il peut s'appuyer sur la loi américaine puisque l'Oil Pollution Act limite la responsabilité civile de toute compagnie à 75 millions de dollars. BP a fait 93 millions de dollars de profits par jour de janvier à mars 2010. Tous ces agissements criminels ont provoqué une colère légitime dans la population américaine. Seule la mobilisation populaire peut imposer à Obama de s'attaquer aux véritables responsables et de faire payer BP.

HUIT EXCLUSIONS !

Le 3 juin, la direction nationale de la CGT Air France a pris la décision d'exclure les animateurs de toutes les luttes. À la stupéfaction des 3000 salariés qui signent massivement une pétition de soutien. Cette exclusion est l'aboutissement d'un an de tentatives de mise au pas au profit d'un syndicalisme de soumission. Les bureaucrates, gratifiés de généreux cadeaux de la DRH (heures de mandat, permanents, préretraites personnalisées pour les dirigeants...) se sont tus sur tous les dossiers sensibles : B747 sous-traités en Chine, création d'une filiale au Maroc pour l'entretien des A320, création d'une filiale low-cost Transavia, silence sur les causes possibles de l'accident du Rio-Paris... Il faut ne pas déranger une direction Air France où l'on retrouve beaucoup d'anciens « socialistes »... l'appareil du PCF accompagne, espérant freiner sa chute.

“ NO COMMENT
La rigueur, je la revendique et je l'assume. Il faut dire la vérité aux Français. Il faut une vraie réforme des retraites, des symboles politiques forts.
JEAN-FRANÇOIS COPÉ

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr